

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

## LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION EN 5ÈME RÉGION MILITAIRE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé mardi une visite de travail et d'inspection en 5e Région militaire (RM), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



P.16

# ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mercredi 3 Dhou El-Hijja 1447 - 20 Mai 2026 - N° 1310 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

GHAZA/RAPPORT ALARMANT DU HCDH SUR LES CRIMES SIONISTES

## VIOLENCES ET DÉPLACEMENTS MASSIFS MALGRÉ LE CESSEZ-LE-FEU



Malgré l'application d'un arrêt des hostilités en octobre 2025, les assassinats et les ravages persistent dans la bande de Ghaza, alors qu'en Cisjordanie occupée, les transferts forcés de population ont atteint un degré « inobservé depuis plusieurs décennies », selon l'avertissement d'un cadre supérieur du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH).

P.16

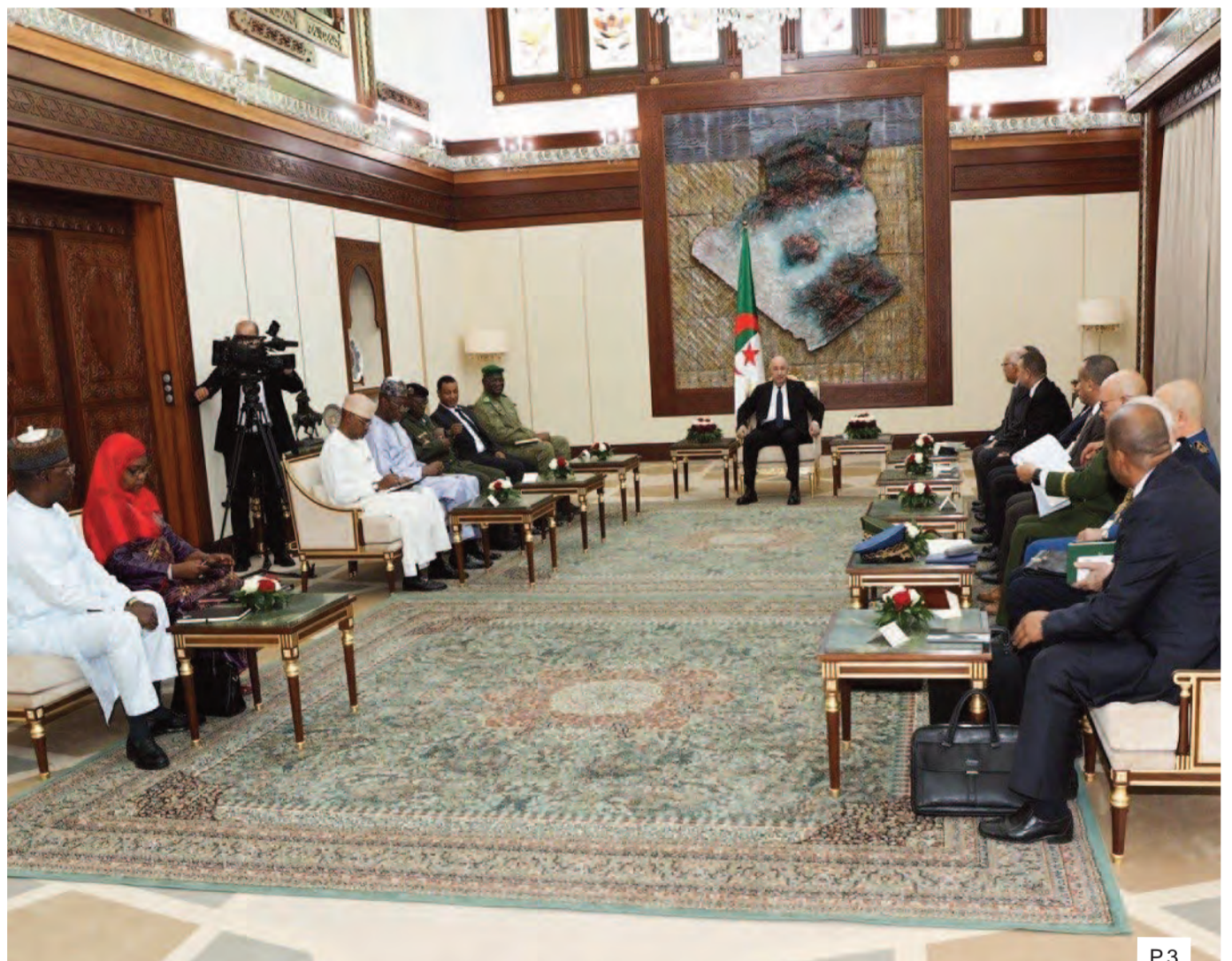
## HYDROCARBURES L'ALGÉRIE ET LE NIGER CONSOLIDENT LEUR COOPÉRATION

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a accueilli mardi à Alger une délégation relevant du ministère nigérien du Pétrole, dirigée par le secrétaire général Abdoul Karim Mohamed Ali, selon un communiqué du ministère.

P.4

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE DU NIGER



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire de la République du Niger, pays frère, le Général de Division Mohamed Toumba, et la délégation l'accompagnant.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

## L'ANIE ANNONCE LE BILAN DU DÉPÔT DES DOSSIERS DE DÉCLARATION COLLECTIVE DE CANDIDATURE

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a dévoilé, mardi dans un communiqué, le bilan du dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature, en prévision des élections législatives prévues le 2 juillet prochain, après expiration des délais légaux.

P.16

## 25E SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ET DES VOYAGES

## SOUS LE THÈME « ALGÉRIE, UN TOURISME AUTHENTIQUE ET UN DÉVELOPPEMENT DURABLE »

La 25e édition du Salon international du tourisme et des voyages a ouvert ses portes sous la présidence de la ministre du tourisme et de l'artisanat, Houria Meddahi, au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger (SAFEX).

Par Malika Azeb

L'édition 2026 est placée sous le thème d'un tourisme authentique tourné vers l'avenir, avec la participation d'exposants issus de 41 pays.

La cérémonie d'ouverture s'est tenue en présence de membres du gouvernement, du corps diplomatique accrédité à Alger, et de responsables des institutions et organismes concernés par le secteur, ainsi que du ministre tchadien du développement touristique, de la culture et de l'artisanat, Abakar Rozzi Teguil, dont le pays est l'invité d'honneur de cette édition.

La participation du Tchad à ce salon, saluée par la ministre du tourisme et de l'artisanat, représente la profondeur des relations historiques et les liens géographiques unissant les deux pays, et l'ambition bilatérale de bâtir des passerelles solides de coopération dans les domaines touristique et économique au cœur de l'Afrique.

Mme Meddahi a, dans ce contexte, souligné que cette édition « traduit la vision stratégique de l'Etat algérien et concrétise les orientations du président de la Répu-



blique, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire du tourisme un levier de diversification économique, dans le cadre d'un modèle touristique algérien fondé sur l'identité culturelle, la diversité naturelle et l'hospitalité, tout en développant un tourisme res-

pectueux de l'environnement et intégrant les populations locales dans l'édification d'un tourisme authentique ».

Dans cette optique, le SITEV constitue « une plateforme promotionnelle mettant en lumière la diversité culturelle, historique

et naturelle dont regorge l'Algérie, ainsi que la disponibilité de ses infrastructures destinées à accueillir et attirer les touristes », outre le fait de permettre aux investisseurs de prendre connaissance des facilitations juridiques, fiscales et foncières mises à leur disposition.

Le ministre tchadien a pour sa part exprimé sa gratitude à l'Algérie pour avoir choisi son pays comme invité d'honneur de ce Salon, tout en soulignant les importantes retombées de la récente visite du président tchadien à Alger, une étape historique dans le parcours des relations bilatérales couronnées par la signature de plusieurs accords de coopération.

Mme Meddahi a également indiqué que le SITEV, au-delà de sa symbolique, porte cette année une ambition stratégique clairement affirmée dans le domaine de la promotion de la destination Algérie, l'encouragement du tourisme local et la création d'opportunités de partenariats commerciaux entre les agences de voyage algériennes et étrangères.

MA

## L'EAU DURANT AÏD EL-ADHA

## L'ADE A PRIS SES DISPOSITIONS

En application des orientations du ministre de l'Hydraulique visant à garantir la continuité du service public et à améliorer les conditions d'approvisionnement des citoyens en eau potable durant la fête religieuse de l'Aïd El-Adha, la distribution de l'eau potable va être assurée sur tout le territoire national.

Par Ikram Haou

Le ministre a révélé, samedi, que l'Algérie ambitionne d'atteindre une production de 20.000 tonnes de poissons à l'horizon 2027. Il a également souligné que cette saison est marquée par plusieurs nouveautés, notamment la récupération par l'Algérie de son quota historique de thon rouge, estimé à 2.467 tonnes.

Il a aussi annoncé le lancement, pour la première fois dans le pays, de l'activité d'engraissement du thon, une technique permettant d'obtenir des poissons plus gras et plus lourds, particulièrement prisés sur le marché japonais.

Cette campagne se distingue également par la participation de 41 embarcations, dont sept construites localement, ainsi que par l'inauguration, samedi dernier, d'un nouveau navire dédié à la pêche au thon.

Le ministre a, en outre, fait savoir que les petits pêcheurs ont été autorisés, pour la première fois, à participer à cette campagne. Cette mesure vise à garantir la disponibilité de ce produit halieutique en quantités suffisantes et à des prix accessibles.

Dans la commune de Béni Houa, le ministre a également assisté au lancement de la campagne nationale d'aquaculture en cages flottantes. À cette occasion, il a affirmé que les différents projets réalisés, ainsi que ceux qui seront progressivement mis en service, contribueront durablement au renforcement de la production nationale de poissons.

Il a précisé que la production nationale est passée de 7.000 tonnes l'année dernière à 14.000 tonnes cette année, avec l'objectif d'atteindre 20.000 tonnes en 2027, ce qui devrait permettre de stabiliser le marché et les prix.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que la wilaya de Chlef connaît une dynamique importante dans le domaine de l'aquaculture, au point de devenir désormais « un pôle important » dans ce secteur, notamment dans la pro-

duction de daurade et de loup de mer.

À noter que M. Oualid a procédé, au cours de cette visite, à l'inauguration de plusieurs projets relevant du secteur de la pêche et de l'aquaculture, parmi lesquels figurent un nouveau navire de pêche au thon et une zone d'activités aquacoles à Sidi Abderrahmane.

Les autorités nationales accordent un intérêt particulier à la filière halieutique, soutenue à la fois par l'augmentation des volumes de production et par de nouveaux investissements dans des activités à forte valeur ajoutée, notamment la pêche au thon rouge, en raison de son importante valeur commerciale et de la forte demande enregistrée sur le marché international.

Dans ce domaine, l'Algérie cherche à développer davantage la chaîne de valeur liée au thon rouge et à renforcer sa présence sur ce marché particulièrement rentable.

MA

## DEVOIR DE MÉMOIRE ET DE RECONNAISSANCE

## L'AIARA ORGANISE UNE RENCONTRE EN HOMMAGE À SON DÉFUNT PRÉSIDENT, LE MOUDJAHID NOUREDDINE DJOUDI

L'Association internationale des Amis de la Révolution algérienne (AIARA) a organisé, mardi à Alger, une rencontre en hommage à son défunt président, le moudjahid et doyen des diplomates algériens, Noureddine Djoudi, décédé le 14 mars dernier.

Lors de cette rencontre, qui a réuni les amis du défunt ainsi que des personnalités nationales et diplomatiques, le parcours du défunt Noureddine Djoudi a été évoqué, en reconnaissance de ses efforts et actions en tant que moudjahid durant la glorieuse Révolution de libération, mais aussi en tant que diplomate et militant engagé en faveur des mouvements de libération à travers le monde.

Les témoignages présentés par ses compagnons d'arme au sein de l'association, ainsi que par des personnalités qui l'avaient connu de près, ont mis en lumière les efforts du défunt Noureddine Djoudi dans la défense des valeurs nationales et des principes de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Il a été rappelé également que le défunt avait œuvré, à travers l'Organisation de l'unité africaine, au soutien des peuples du continent, ce qui lui avait valu le titre d'"architecte de la

solidarité africaine".

Avec sa disparition, l'Algérie a perdu une personnalité diplomatique et militante éminente, dont le parcours restera gravé dans la mémoire de l'histoire et constituera une source d'inspiration pour les générations futures, non seulement en Algérie, mais également à l'échelle du continent africain, soulignent les participants.

Le défunt avait rejoint très tôt les rangs de la glorieuse Révolution de libération et avait contribué à l'encadrement de la diplomatie algérienne, outre son rôle d'interprète personnel de l'icône de la lutte et de la libération, le défunt leader Nelson Mandela, lors de son séjour dans les camps de l'Armée de libération nationale (ALN).

Au lendemain de l'indépendance, le défunt a poursuivi une riche carrière diplomatique. De même qu'il a occupé le poste de Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine, avant d'être élu, en 2024, président de l'AIARA.

RS

## ELIMINATION DU TRACHOME EN TANT QUE PROBLÈME DE SANTÉ PUBLIQUE

## L'ALGÉRIE REÇOIT LE CERTIFICAT OFFICIEL VALIDANT PROUESSE SANITAIRE

L'Algérie a reçu, mardi à Genève (Suisse), le certificat officiel de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) validant l'élimination du trachome en tant que problème de santé publique, en reconnaissance des efforts nationaux soutenus dans la lutte contre les maladies tropicales négligées et le renforcement de la santé publique, indique un communiqué du ministère de la Santé.

"Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a remis à l'Algérie, représentée par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, au siège de l'OMS, le certificat officiel validant l'élimination du trachome, en reconnaissance des efforts nationaux soutenus dans la lutte contre les maladies tropicales négligées et le renforcement de la santé publique", précise le communiqué.

Cette validation internationale "marque une étape importante dans le processus de développement du système national de santé", traduisant "l'engagement de l'Algérie à répondre aux normes de santé publique les plus rigoureuses et à renforcer les

programmes de prévention et de prise en charge sanitaire à travers l'ensemble des wilayas du pays, ce qui a permis d'obtenir des résultats positifs dans la lutte contre les maladies transmissibles et l'élimination du trachome en tant que problème de santé publique".

Cette reconnaissance onusienne marque également "l'aboutissement des efforts soutenus déployés par l'Etat algérien, à travers les différentes structures du secteur de la santé, ainsi que ses cadres et personnels, en vue de promouvoir les services de santé publique et d'améliorer les indicateurs de prise en charge et de prévention, en cohérence avec les objectifs de développement durable en matière de santé, consolidant ainsi la place de l'Algérie aux niveaux régional et international dans le domaine de la santé publique", ajoute la même source.

A noter que M. Aït Messaoudene participe aux travaux de la 79e session de l'Assemblée mondiale de la Santé, qui se tient à Genève du 18 au 23 mai.

RA

## ACTIVITÉS PRÉSIDENTIELLES

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE DU NIGER

*Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire de la République du Niger, pays frère, le Général de Division Mohamed Toumba, et la délégation l'accompagnant.*

Ont assisté à cette audience, du côté algérien, le ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjaj, le Commandant de la Gendarmerie nationale, le Général-Major Sid Ahmed Berroumana, le



Directeur général de la Sûreté nationale, M. Ali Badaoui, le Directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, M. Abded Hallouz, et l'ambassadeur d'Algérie auprès du Niger, M. Ahmed Saadi.

Du côté nigérien, ont assisté à l'audience le Colonel-Major Ahmed Sidian, Haut-Commandant de la Garde nationale du Niger, le Commissaire général de police Ebankwel Assahaba, Directeur général de la Police nationale du Niger, M. Bakary Yaou Sangaré, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'étranger, le Colonel Mahaman Elhadj Ousmane, ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, et Mme Amadou Haoua, ministre de l'Energie.

### LE MAE NIGÉRIEN SALUE LE RYTHME ACCÉLÉRÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS BILATÉRAUX

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'étranger de la République du Niger, pays frère, M. Bakary Yaou Sangaré, a salué, mardi à Alger, le rythme accéléré pour la mise en œuvre des accords bilatéraux signés lors de la réunion de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne, tenue à Niamey en mars dernier.

Dans une déclaration à l'issue de l'audience que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a accordée à la délégation nigérienne composée, notamment du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire de la République du Niger, le Général de Division Mohamed Toumba, et du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'étranger, M. Bakary Yaou Sangaré, ce dernier a indiqué que la visite, en Algérie, de cette délégation de "très haut niveau" s'inscrit dans le cadre "du suivi des conclusions de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne".

Il a rappelé la visite effectuée par le président de la République du Niger, Chef de l'Etat, le Général d'Ar-

mée Abdourahamane Tiani, en Algérie, en février dernier, suivie de la tenue de la Grande Commission mixte qui a été couronnée par la signature d'une vingtaine d'accords.

Il a souligné, à cet égard, l'importance d'un mécanisme de suivi permanent et régulier pour s'assurer de la mise en œuvre effective des conclusions de cette Grande Commission mixte", notant que les deux pays ont mis en place un mécanisme de suivi sur la base duquel des délégations "se déplacent régulièrement de part et d'autre pour faire le point sur la mise en œuvre".

Le ministre nigérien des Affaires étrangères a exprimé la grande satisfaction de son pays quant à "la vitesse avec laquelle tout ce dont on a convenu lors de cette Grande Commission mixte est en train de se dérouler", précisant que "pratiquement tous ces accords ont connu un début d'exécution" et que certains "sont même en mode accéléré", avec un taux d'exécution "nettement au-delà de nos espérances".

Il a fait savoir, dans ce contexte, que les membres

des délégations des deux pays ont tenu, en marge de l'audience, des séances de travail bilatérales avec leurs homologues respectifs pour "faire le point des différents projets liés à notre coopération".

M. Sangaré a ajouté que la délégation nigérienne est venue en Algérie pour "rendre compte au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des avancées qui ont été enregistrées et prendre aussi les instructions pour de nouvelles orientations", ainsi que pour "transmettre à Monsieur le Président le souhait exprimé par le Président de la République du Niger, le Général Abdourahamane Tiani, de prospecter d'autres horizons et de nouveaux domaines de coopération, tout en veillant à instaurer un mécanisme de suivi périodique et continu".

Le ministre nigérien a conclu en soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a prodigué "ses conseils et orientations" à la délégation nigérienne, tout en la chargeant de "transmettre ses remerciements à son frère, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani".

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE KHALIFE GÉNÉRAL DE LA FAYDA TIDJANIA AU SÉNÉGAL

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le Khalife général de la Fayda Tidjania au Sénégal, Cheikh Mohamed El-Mahi Ibrahim Niass, et la délégation l'accompagnant.

Ont assisté à cette audience, du côté algérien, le ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des

services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, le Khalife général de la Tariqa Tidjania, Cheikh

Sidi Ali Belarabi, et le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires religieuses, des zaouïas et des écoles coraniques, M. Mohamed

Hassouni.

Ont assisté à l'audience, du côté sénégalais, MM. Mohamed El Khalifa Cheikh Ibrahim Niass, Mohamed Moustapha Niass, Mohamed Macky Niass et Abdourahmane Ndao, de la Fayda Tidjania au Sénégal.

RA

### LE KHALIFE GÉNÉRAL DE LA FAYDA TIDJANIA AU SÉNÉGAL SALUE LE RÔLE DE L'ALGÉRIE DANS LE SOUTIEN AUX CAUSES JUSTES DES MUSULMANS

Le Khalife général de la Fayda Tidjania au Sénégal, Cheikh Mohamed El-Mahi Ibrahim Niass, a salué, mardi, le rôle éminent de l'Algérie dans le soutien aux causes justes des musulmans à travers le monde et dans la diffusion des préceptes de l'Islam sur le continent africain.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence de la délégation qui l'accompagne, Cheikh Mohamed El-Mahi Ibrahim Niass a indiqué que l'Algérie est "un

Etat fort et grand, considéré comme une patrie et un soutien pour les musulmans partout dans le monde", soulignant que sa visite s'inscrit dans le cadre du "renforcement des liens de fraternité entre le peuple algérien et les autres peuples africains".

Il a, à cet égard, mis en avant le rôle majeur de l'Algérie dans la diffusion des préceptes de l'Islam au niveau du continent africain, à travers le soutien aux efforts d'enseignement et d'apprentissage du Saint Coran et des sciences religieuses.

Le Khalife général a également précisé que la Tariqa

Tidjania, fondée en l'Algérie, a "grandement servi l'Islam", ajoutant que "plus de 400 millions de musulmans s'affilient à cette Tariqa", qu'il a qualifiée de "voie de savoir et de rapprochement de Dieu".

A cette occasion, le Khalife général a loué "le soutien de l'Algérie aux causes des musulmans dans le monde", soulignant qu'elle est un Etat de lutte et de libération, ayant donné une leçon magistrale au monde entier dans la défense de la patrie, de l'Islam et de la liberté".

RA

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE SON HOMOLOGUE TCHADIEN

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, un appel téléphonique de son frère, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, président de la République du Tchad, pays frère, au cours duquel ils ont évoqué les différents projets de coopération entre les deux pays, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de son

frère, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, président de la République du Tchad, pays frère, au cours duquel ils ont évoqué les différents projets de coopération entre les deux pays et l'échange de visites entre les délégations ministérielles en vue de suivre la mise en œuvre de ces projets sur le terrain, conformément à ce qui a été convenu par les deux Présidents", lit-on dans le communiqué.

RA

## HYDROCARBURES

## L'ALGÉRIE ET LE NIGER CONSOLIDENT LEUR COOPÉRATION

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a accueilli mardi à Alger une délégation relevant du ministère nigérien du Pétrole, dirigée par le secrétaire général Abdoul Karim Mohamed Ali, selon un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi

Les discussions ont porté sur les voies et moyens de consolider la coopération bilatérale à travers l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures. Les échanges ont notamment concerné les domaines du raffinage, de la pétrochimie, du forage ainsi que le développement des produits pétroliers au Niger avec l'appui de Naftal.

Cette réunion, à laquelle ont pris part le directeur général de la Société nigérienne du pétrole ainsi que plusieurs responsables des deux pays, intervient dans le cadre de la visite de travail qu'effectue en Algérie une importante délégation ministérielle nigérienne conduite par le ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire.

Les deux délégations ont également examiné les conclusions de la visite technique menée par les représentants nigériens au sein de plusieurs infrastructures et installations du groupe Sonatrach à Boumerdès et Hassi Messaoud. Cette tournée leur a permis de découvrir les capacités humaines et techniques de l'Algérie ainsi que son savoir-faire dans les secteurs de l'ex-



ploration, de la production, de la formation et des services pétroliers.

A cette occasion, M. Arkab et le responsable nigérien ont évoqué les perspectives liées au développement des produits pétroliers au Niger avec le soutien de Naftal, en plus du renforcement du contenu local et de l'échange d'expertises dans les domaines des don-

nées pétrolières, de l'environnement et des services liés au secteur énergétique.

Le ministre d'Etat a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie, par l'intermédiaire du groupe Sonatrach et de ses filiales, à soutenir la République du Niger dans le développement de son industrie des hydrocarbures. Cet accompagnement

devrait se traduire par le transfert du savoir-faire algérien, le renforcement des programmes de formation et de perfectionnement destinés aux cadres et techniciens nigériens, notamment à travers l'Institut algérien du pétrole et les différents établissements spécialisés relevant de Sonatrach.

Pour sa part, la délégation nigérienne a salué le niveau des relations de coopération entre les deux pays, mettant en avant la qualité du programme scientifique et technique élaboré pour cette visite ainsi que l'expérience reconnue du groupe Sonatrach dans le développement des compétences énergétiques à l'échelle du continent africain.

Au terme de cette rencontre, les deux parties ont renouvelé leur volonté commune de renforcer le partenariat algéro-nigérien dans le domaine des hydrocarbures, d'intensifier les échanges scientifiques et techniques entre les entreprises des deux pays et de contribuer ainsi qu'au renforcement de la coopération africaine dans les industries pétrolière et gazière, conclut le communiqué.

YH

## AGRICULTURE

## LA NUMÉRISATION ET LA MODERNISATION DE LA GESTION AU CŒUR DES PRIORITÉS

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a indiqué, mardi à Alger, que la numérisation du secteur et la modernisation des modes de gestion figurent parmi les priorités du ministère pour améliorer la productivité dans les différentes filières, notamment stratégiques.

Invité du forum du quotidien El Moudjahid, le ministre a précisé que la stratégie du secteur repose sur plusieurs axes visant à assurer une exploitation optimale et rationnelle des ressources disponibles, en vue d'accroître la productivité agricole et animale, notamment à travers l'accélération de la numérisation, la modernisation des modes de gestion et de production, la généralisation de la mécanisation, l'actualisation du cadre législatif et réglementaire et la production locale de semences et de plants.

M. Oualid a expliqué que la numérisation du secteur, en particulier à travers le système d'information national, permettra de suivre les circuits de production dans les différentes filières agricoles afin d'obtenir des informations et des données précises et en temps réel, ce qui

contribuera à la concrétisation des plans du ministère selon des objectifs définis, permettant ainsi de lever les entraves et d'améliorer le rendement.

Il a, en outre, noté que la généralisation de la mécanisation et des techniques modernes à toutes les étapes de production, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, permettra de réduire les pertes engendrées lors des opérations de récolte et d'assurer une production abondante, estimant que la campagne moisson-battage actuelle devrait enregistrer un niveau de production "record".

De plus, la production locale de semences et de plants et la valorisation des résultats de la recherche scientifique contribueront à réduire la facture d'importation de ces intrants et les coûts de production, étant donné que les intrants représentent au moins 40% du coût global de la production, a-t-il dit.

A ce propos, le ministre a mis en avant le rôle central que jouera le projet de Banque des gènes, qui est "en phase finale de concrétisation", précisant qu'il contri-

buerà à la protection des ressources génétiques végétales et animales nationales, améliorant ainsi leur rendement par rapport à celles importées.

La stratégie du secteur repose également sur l'encouragement des agriculteurs et des éleveurs à protéger les richesses animales et végétales à travers les mécanismes de santé végétale et animale, a-t-il poursuivi, soulignant que les mesures appliquées permettront de "réduire les prix des viandes rouges dès l'année prochaine".

M. Oualid a, par ailleurs, fait savoir qu'à compter de mardi, les citoyens peuvent accéder à l'ensemble des informations et données relatives à l'opération d'importation de moutons en prévision de l'Aïd El-Adha, et ce, via la plateforme Adhahi.dz, soulignant que l'enregistrement des commandes des citoyens via cette plateforme numérique a permis de conférer davantage de transparence à l'opération.

RE

## TRAVAUX PUBLICS

## DJELLAQUI RÉUNIT LES DIRECTEURS DU SECTEUR DES WILAYAS DU CENTRE

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, mardi, une réunion avec les directeurs du secteur des wilayas du centre, afin d'évaluer l'avancement des projets en cours de réalisation, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion régionale de coordination, qui a regroupé les directeurs des travaux publics des wilayas d'Alger, de Tipasa, de Boumerdès, de Bouira, d'Aïn Defla, de Blida et de Médéa, aux côtés des cadres centraux du ministère, a porté sur l'évaluation de l'état d'avancement des projets en cours de réalisation, inscrits au programme de l'année 2026, ainsi que sur l'examen des nouvelles propositions pour 2027, 2028 et 2029, précise la même source.

Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité d'achever toutes les opérations liées aux projets

structurants dans le domaine du développement et de l'entretien du réseau routier ainsi que des infrastructures de base.

La réunion a également porté sur l'assainissement du portefeuille d'investissement sectoriel, afin de contribuer à l'amélioration des mécanismes de suivi et d'exécution et à la rationalisation de la programmation des projets, ajoute le communiqué.

Cette réunion est la première d'une série de rencontres régionales de coordination qui se poursuivront jusqu'au 3 juin prochain, afin de faire le point sur l'état des projets sectoriels et de définir les besoins futurs selon une approche de développement équilibrée répondant aux exigences du développement et de l'amélioration des infrastructures à travers les différentes wilayas, conclut le communiqué.

RE

## AÏD EL-ADHA

## PLUS DE 820.000 MOUTONS IMPORTÉS JUSQU'À PRÉSENT

Plus de 820.000 moutons ont été importés à ce jour dans le cadre du programme d'importation d'un million de têtes d'ovin, en prévision du prochain Aïd El-Adha, selon les données de la plateforme numérique "Adhahi" (adhahi.dz), lancée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour la réservation et la vente des moutons importés.

La plateforme, dont les données sont actualisées instantanément et automatiquement au fil de l'opération, a fait état de 821.797 têtes ovines "importées et entrées sur le territoire national, ou en cours de chargement ou d'importation", tandis que le nombre total des moutons arrivés sur le territoire national dans le cadre des opérations d'importation agréées a atteint 576.387 têtes.

Selon la même source, 245.410 têtes ovines se trouvent actuellement à bord des moyens de transport, en cours de chargement dans les ports ou les aéroports, ou en transit par voies maritime ou aérienne.

Huit (8) navires et avions assurent actuellement les opérations d'importation, parallèlement à 70 navires et avions en cours de chargement ou de déchargement, selon la même source.

Le ministère a précisé, dans un communiqué, que cette plateforme numérique permet aux citoyens de suivre, en temps réel, la disponibilité des moutons importés de différents pays, via le lien <https://adhahi.dz/moutons-nationaux>, et ce, "afin de garantir la transpa-

rence de l'opération". Le ministère avait annoncé, le 18 avril dernier, le lancement officiel de l'opération de réservation et de vente des moutons importés en prévision de l'Aïd El-Adha 2026, exclusivement via la plateforme numérique "adhahi.dz", en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, mettant en garde contre toute autre voie de vente de ces moutons en dehors de cette plateforme.

Dans le cadre de la facilitation des procédures au profit des citoyens et de l'encouragement de l'utilisation des moyens de paiement modernes, le ministère a fixé les prix de vente selon le mode de paiement: 50.000 DA pour le paiement en espèces, 49.000 DA via les terminaux de paiement électronique (TPE) et 48.000 DA pour le paiement en ligne. Pour rappel, le président de la République avait donné, lors du dernier Conseil des ministres, des instructions à l'effet de accélérer le rythme d'importation et de distribution d'un million de têtes de moutons, tandis que le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'était engagé à "assurer le succès de l'opération 48 heures avant l'Aïd El-Adha".

Le président de la République a également ordonné, au cours de la même réunion, "l'interdiction de l'abattage des agnelles importées" et leur "orientation vers l'élevage dans des espaces dédiés à cet effet, en vue de préserver ce cheptel.

RE

## 79<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ L'ALGÉRIE RÉAFFIRME À GENÈVE SON ENGAGEMENT POUR UNE SANTÉ ACCESSIBLE À TOUS

**Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a réaffirmé mardi à Genève, en Suisse, l'attachement constant de l'Algérie aux valeurs de solidarité internationale et d'équité sanitaire, tout en rappelant son soutien au droit universel à la santé sans distinction, selon un communiqué du ministère.**

Par Ali Boudefel

S'exprimant à l'occasion de la 79<sup>e</sup> session de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), le ministre a estimé que les crises sanitaires inédites auxquelles le monde est confronté aujourd'hui, notamment les pandémies, les tensions géopolitiques, les dérèglements climatiques et les inégalités d'accès aux soins, imposent une mobilisation collective accrue afin d'accélérer la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle, désormais considérée comme une priorité stratégique majeure.

Dans ce contexte, M. Aït Messaoudene a souligné que l'Algérie est parvenue, grâce aux politiques publiques engagées depuis plusieurs décennies, à enregistrer des avancées significatives dans le domaine de la santé. Il a notamment cité l'augmentation de l'espérance de vie à 80 ans, l'atteinte des objectifs de développement durable liés à la santé maternelle et infantile, la couverture des besoins nationaux en médicaments ainsi que l'élimination de plusieurs maladies transmissibles, précise la même source.

Le ministre a également assuré que l'Algérie poursuivra son engagement en faveur des principes défendus par l'Organisation mondiale de la santé, fondés sur la solidarité et la justice sociale. Cette orientation se traduit, a-t-il expliqué, par la poursuite des réformes du système national de santé à travers la modernisation des infrastructures, l'accélération de la numérisation, le renforcement de la formation des ressources humaines et le développement de la médecine de proximité, avec une attention particulière accordée à la prévention et au maintien de la gratuité des soins.

Rappelant que le droit à la santé constitue pour



l'Algérie un principe fondamental et inaliénable, M. Aït Messaoudene a également exprimé la vive inquiétude du pays face à la détérioration de la situation humanitaire et sanitaire en Palestine et dans les territoires occupés, en raison des agressions répétées visant les populations civiles, les établissements de santé ainsi que les personnels médicaux.

À ce sujet, l'Algérie appelle à garantir une protection urgente des populations dans la région et à permettre l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et médicale, a affirmé le ministre.

Par ailleurs, le responsable a renouvelé l'attachement de l'Algérie à sa politique africaine basée sur la solidarité et le développement partagé, à travers une coopération

sanitaire concrète inscrite dans la dynamique de la coopération Sud-Sud. Il a rappelé que cette orientation se matérialise notamment par l'action de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AICA), créée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le ministre de la Santé a enfin insisté sur le fait que l'Assemblée mondiale de la santé est appelée, plus que jamais, à renforcer l'action collective et à consolider la confiance entre les États membres, soulignant que les décisions prises aujourd'hui auront un impact direct sur l'avenir de la sécurité sanitaire mondiale et sur la capacité des pays à faire face aux crises futures.

A.B

## 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT UNE COMMÉMORATION CÉLÉBRÉE AVEC ÉMOTION ET FIERTÉ

Les wilayas du centre du pays ont célébré mardi le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant (19 mai 1956), en rendant hommage aux sacrifices des étudiants algériens ayant rejoint la Révolution de libération.

Placées sous le slogan "L'étudiant algérien, du sacrifice et du dévouement à l'excellence et à l'édification", les cérémonies ont mis en avant le rôle des étudiants durant la Guerre de libération nationale ainsi que la contribution des universitaires d'aujourd'hui au développement, à l'innovation et à la construction de l'Algérie moderne. A Blida, le wali Djamel-Eddine Hashas a présidé les festivités organisées à l'Université Blida 1 Saâd-Dahlab, marquées notamment par des expositions, des activités scientifiques et historiques, ainsi que des distinctions honorifiques au profit d'enseignants et d'étudiants méritants. A Aïn Defla, le wali Aziz Bouras, accompagné des autorités locales et de la famille universitaire, a supervisé les célébrations au nouveau pôle universitaire de l'Université "Djilali Bounaâma" de Khemis Miliana, dans une ambiance commémorative rappelant le rôle de l'étudiant dans la Révolution et l'édification nationale.

A Boumerdes, cette Journée a été marquée par des expositions au Musée national du moudjahid, un hommage rendu à la moudjahida Djamilia Boupacha, ainsi que par la mise en service de projets de développement liés à l'alimentation en eau potable (AEP) dans les communes de Khemis El Khechna et Ammal. Des

activités diverses ont été également organisées à l'Université "M'hamed Bougara". A Tipasa, le wali Mohamed Amine Benchaouli, a supervisé à l'université une cérémonie de recueillement à la mémoire des chouchada, avec dépôt de gerbe de fleurs et récitation de la Fatiha, ainsi qu'une visite d'une exposition de projets étudiants, une conférence historique et la remise de distinctions aux lauréats de concours scientifiques et culturels. A Bejaïa, les festivités ont donné lieu à une cérémonie de levée des couleurs nationales et à un riche programme à l'Université "Abderrahmane Mira", comprenant des activités scientifiques, culturelles et sportives, ainsi que des manifestations historiques mettant en avant la contribution des étudiants à la Révolution de libération.

Le Musée du moudjahid a également accueilli la 10<sup>e</sup> édition de la manifestation "Journées des musées 2026", sous le slogan "Journée nationale de l'étudiant du 19 mai 1956, mémoire de lutte et parcours d'édification". A Médéa, les célébrations ont été marquées par une exposition de projets de start-up à l'Université "Yahia Farès" et par la distinction des lauréats de compétitions scientifiques, culturelles et sportives.

A Tizi-Ouzou, les moudjahidine Ali Abouzar, Mohamed Kessili et Amar Hadj Saïd ont été honorés, aux côtés de Fergani Ikhadhir, fils du chahid Fergani Madani, et Hosni Fatma, veuve du chahid Bouras Mohamed.

R.A

## HISTOIRE DE NOTRE GLORIEUSE RÉVOLUTION UN COLLOQUE NATIONAL DEMAIN SUR LA BATAILLE DE "BAB EL BEKKOUCHE"

L'Université "Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi" de Tissemsilt abritera, demain jeudi, les travaux de la troisième édition du colloque national consacré à la bataille de "Bab El Bekkouche", placée sous le thème : "La Révolution dans l'Ouarsenis : problématiques et perspectives de l'écriture historique (1954-1962)", a-t-on appris mardi des organisateurs.

Le directeur des Moudjahidine et des Ayants-droit de la wilaya, Abdelkrim Khadri, a indiqué que cette rencontre scientifique, animée par des enseignants universitaires et des chercheurs spécialisés dans l'histoire de la glorieuse Révolution de libération, s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 68<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de "Bab El Bekkouche" (1958-2026), survenue dans la région de l'Ouarsenis relevant de la quatrième wilaya historique.

Selon le responsable, l'organisation de ce colloque traduit la volonté des autorités de préserver et de valoriser les hauts faits de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, à travers l'encouragement des études et recherches consacrées à l'histoire de la région de l'Ouarsenis, ainsi que la collecte de sources historiques fiables auprès des acteurs de cette période, notamment les moudjahidine et les historiens spécialisés.

M. Khadri a également souligné que cette rencontre vise à mettre en lumière l'importance de la bataille de "Bab El Bekkouche", à valoriser l'apport révolutionnaire de la wilaya de Tissemsilt et à approfondir les recherches portant sur l'histoire de la quatrième wilaya historique.

Le programme de cette manifestation prévoit notamment une visite du centre de torture édifié par la colonisation française à Aïn Safa, dans la commune de Tissemsilt, récemment réhabilité afin d'en faire un site historique témoignant, pour les générations présentes et futures, des exactions commises par la France coloniale contre le peuple algérien.

Les participants effectueront également une visite au cimetière de "Bab El Bekkouche", dans la commune de Lardjem, où ils se recueilleront à la mémoire des chouchada.

R.A

UNE SORTIE SOUS CONTRÔLE APRÈS DES RÉFORMES « RÉUSSIES »

# LE GHANA QUITTE DÉFINITIVEMENT LE PROGRAMME D'URGENCE DU FMI

*Vendredi dernier a été un tournant décisif pour l'économie ghanéenne. Les autorités du pays ont en effet officialisé l'achèvement de leur programme de Facilité élargie de crédit conclu avec le Fonds monétaire international.*

Par Nawal Bordji

Cette décision confirme la sortie effective du territoire de ce dispositif d'aide financière d'urgence mis en place pour faire face à une grave dégradation de la situation macroéconomique. L'annonce gouvernementale s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris depuis le mois de décembre 2025, lorsque le président John Dramani Mahama avait engagé une phase de transition progressive après avoir constaté un net redressement des principaux indicateurs économiques du pays.

Ce succès, salué par les observateurs régionaux et internationaux, constitue une étape majeure dans le processus de stabilisation puis de relance de l'économie ghanéenne. Il convient de rappeler que le chef de l'État avait déjà préparé les esprits le 31 décembre 2025, lors d'une allocution solennelle adressée à la nation. À cette occasion, John Dramani Mahama avait annoncé que son pays allait entamer une sortie progressive du programme du Fonds monétaire international, conformément à une approche fondée sur le partenariat et, selon ses propres termes, « avec dignité ». Cette expression traduisait la volonté des autorités de ne pas subir une sortie contrainte, mais au contraire de maîtriser le calendrier et les modalités de la transition.

Dans son discours de fin d'année, le président ghanéen avait dressé un tableau sans complaisance de



l'héritage économique qu'il avait reçu à son arrivée au pouvoir. L'économie était alors fragilisée, minée par une inflation galopante, un chômage particulièrement élevé parmi les jeunes et une défiance persistante des investisseurs tant locaux qu'étrangers. Pourtant, John Dramani Mahama avait aussitôt nuancé ce diagnostic sombre en soulignant que les réformes courageuses engagées dès 2024 avaient déjà commencé à produire leurs effets. Un redressement progressif de la situation macroéconomique s'était enclenché, offrant ainsi une lueur d'espoir à la population.

Selon les chiffres communiqués par les autorités ghanéennes, ces ajustements structurels ont permis d'obtenir des résultats tangibles. L'inflation, fléau qui rongait le pouvoir d'achat des ménages, a

connu une baisse significative. Le cedi, la monnaie locale, s'est nettement raffermi sur les marchés des changes. La croissance économique a renoué avec une trajectoire positive, tandis que le climat des affaires s'est nettement amélioré, attirant à nouveau les capitaux étrangers. Deux autres facteurs ont été particulièrement mis en avant par le gouvernement : la renégociation réussie de la dette publique, qui allège le fardeau financier de l'État, et le retour progressif de la confiance des investisseurs, condition essentielle à toute reprise durable.

C'est fort de ces avancées que les autorités confirment aujourd'hui la fin du programme de Facilité élargie de crédit. Elles annoncent parallèlement le passage à un nouvel outil mis à disposition par le Fonds monétaire international : l'Instrument de

coordination des politiques. Contrairement au mécanisme précédent, ce dispositif n'inclut aucun décaissement de fonds. Il s'agit d'un cadre non financier destiné à accompagner les réformes en cours et à soutenir la crédibilité économique du pays sur la scène internationale. En clair, le Ghana conserve un appui technique et politique du Fonds monétaire international sans continuer à bénéficier d'une assistance d'urgence. Enfin, pour conforter sa résilience externe, le pays peut s'appuyer sur des réserves internationales évaluées à environ 14,5 milliards de dollars au mois de février 2026. Ce montant représente près de six mois d'importations, une marge de sécurité confortable qui protège l'économie contre d'éventuels chocs extérieurs.

N.B

## FILIÈRE DU SUCRE

### L'INDE MENACERAIT-ELLE L'ÉQUILIBRE DES PRIX ?

Par Yousra Dali

Dans l'univers des matières premières agricoles, les décisions prises par les plus grandes nations productrices ont souvent des répercussions immédiates sur les marchés mondiaux. Le sucre, denrée de première nécessité pour des milliards d'êtres humains, n'échappe pas à cette règle.

Or, sur ce marché stratégique, l'un des pays dont la politique commerciale pèse le plus lourdement sur la fixation des prix n'est autre que l'Inde. Deuxième producteur de sucre au monde derrière le Brésil, l'Inde est également le premier consommateur de cette denrée sur la planète.

C'est dans ce contexte que les autorités indiennes ont pris, le 13 mai dernier, une mesure radicale : la suspension immédiate, jusqu'à la fin du mois de septembre, de toutes les exportations de sucre brut et de sucre blanc. Cette décision, d'une portée considérable, a été motivée par la volonté de garantir un approvisionnement suffisant du marché intérieur. En effet, les perspectives de récolte pour la saison à venir sont préoccupantes, et le pays, qui engloutit chaque année plus de trente millions de tonnes de sucre, ne peut se permettre la moindre pénurie.

Selon des informations diffusées par l'agence Reuters, l'année 2026/2027 devrait marquer, pour l'Inde, un second exercice consécutif de déficit de l'offre par rapport à la demande. La cause principale en est le phénomène météorologique El Niño, qui affecte déjà les rendements de la

canne à sucre. Ce réchauffement inhabituel des eaux du Pacifique oriental et central entraîne généralement, dans le pays le plus peuplé du monde, des moussons moins abondantes que la moyenne, compromettant ainsi les récoltes et accentuant les tensions sur les volumes disponibles. Malgré l'entrée en vigueur immédiate de l'interdiction, le gouvernement indien a toutefois précisé certaines exceptions. Ainsi, les engagements commerciaux déjà conclus pourront être honorés dans deux cas de figure : si les opérations de chargement du sucre avaient déjà commencé avant la publication officielle de la mesure au Journal officiel, ou bien si la déclaration d'exportation avait été déposée et que le navire importateur était déjà amarré, mouillé ou ancré dans un port indien. Ces dispositions visent à éviter des ruptures brutales de contrats tout en serrant la vis sur les nouvelles transactions.

Cette annonce a provoqué de vives inquiétudes chez les exportateurs. Pour plusieurs analystes, elle constitue un véritable casse-tête supplémentaire pour les opérateurs, d'autant qu'une autorisation préalable avait déjà été accordée pour exporter 1,59 million de tonnes. Sur ce volume, Reuters rapporte que des contrats portant sur 800 000 tonnes avaient déjà été validés, dont plus de 600 000 tonnes avaient déjà quitté le territoire indien. Le solde non encore expédié se trouve désormais dans une situation juridique floue, ce qui pourrait donner lieu à des contentieux commerciaux.

Au-delà des conséquences immédiates pour les négociants, cette interdiction indienne devrait

mécaniquement tirer vers le haut les prix mondiaux du sucre. Cette hausse s'ajouterait à une autre tendance haussière déjà à l'œuvre, liée au conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran. En effet, les tensions géopolitiques ont provoqué une flambée des cours du pétrole, ce qui a ravivé l'intérêt pour les biocarburants, en particulier au Brésil, premier producteur mondial de sucre.

Dans la première économie d'Amérique du Sud, le gouvernement brésilien prévoit en effet d'augmenter le taux de mélange d'éthanol à l'essence, en le faisant passer de 30 % à 32 % d'ici la fin du mois de juin. Un tel objectif aura pour conséquence directe d'inciter les usines de canne à sucre à orienter une plus grande partie de leur production vers l'éthanol plutôt que vers le sucre. Moins de cannes transformées en sucre signifie mécaniquement une offre mondiale réduite.

Les données de l'agence nationale brésilienne des cultures, la Conab, confirment cette tendance. Pour la saison en cours, la production brésilienne de sucre devrait atteindre 43,95 millions de tonnes, contre 44,18 millions de tonnes un an plus tôt. Ce léger mais significatif recul s'explique justement par cet engouement renouvelé pour le biocarburant. Dans ce contexte déjà tendu, l'annonce indienne agit comme un catalyseur. Le cabinet australien Green Pool anticipe d'ailleurs un déficit mondial de 4,3 millions de tonnes de sucre pour l'exercice 2026/2027, une situation qui ne manquera pas de maintenir les prix à des niveaux élevés dans les mois à venir.

Y.D

## GHAZA/RAPPORT ALARMANT DU HCDH SUR LES CRIMES SIONISTES VIOLENCES ET DÉPLACEMENTS MASSIFS MALGRÉ LE CESSEZ-LE-FEU

**Malgré l'application d'un arrêt des hostilités en octobre 2025, les assassinats et les ravages persistent dans la bande de Gaza, alors qu'en Cisjordanie occupée, les transferts forcés de population ont atteint un degré « inobservé depuis plusieurs décennies », selon l'avertissement d'un cadre supérieur du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH).**

Par Karim Akli Daoudi

Lors d'une présentation à Genève lundi, Ajith Sunghay, dirigeant du bureau du HCDH pour le territoire palestinien occupé, a exposé le dernier rapport couvrant la période allant du 7 octobre 2023 au 31 mai 2025 : « Les meurtres et l'anéantissement des infrastructures se répètent quasi quotidiennement, et la condition humanitaire générale reste catastrophique. »

Ce rapport met en lumière des transgressions massives du droit international, incluant des atrocités, et mentionne des crimes guerriers ainsi que d'éventuels forfaits contre l'humanité commis à Gaza.

Le responsable onusien a insisté sur le fait que cette période a été caractérisée par un nombre record de Palestiniens exécutés par les forces sionistes, ainsi que par un durcissement du contrôle sioniste sur les Palestiniens et leurs terres.

Parallèlement, l'entité sioniste « a provoqué une violence destructrice et une spoliation à Gaza et en Cisjordanie, perpétrant des crimes de guerre et de possibles crimes contre l'humanité », a poursuivi le chef du bureau du HCDH.

Il a précisé que le rapport conclut que l'intégralité de la conduite sioniste à Gaza suscite de « graves inquiétudes » quant au respect par cette entité de son devoir de prévenir les actes relevant de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

« Les Palestiniens ne possèdent aucun moyen d'assurer leur survie ni



de défendre leurs proches, alors que des centaines de personnes ont péri depuis l'annonce du cessez-le-feu », a déploré M. Sunghay.

Le responsable a aussi dénoncé le siège imposé à Gaza, affirmant qu'il « a provoqué une famine et des conditions de disette étendue annoncées puis confirmées », entraînant la mort de centaines d'individus.

« Toute instrumentalisation de la famine comme arme de guerre contre les civils constitue un crime de guerre et peut, sous certaines circonstances, relever du crime contre l'humanité, voire du génocide », a-t-il martelé.

M. Sunghay a également abordé les déplacements à Gaza, qui alimentent des craintes de purifications ethniques et de transferts contraints

de population. Selon lui, des habitants ont fui des quartiers désormais rasés, tandis que les forces sionistes poursuivent « la démolition illicite d'édifices à travers Gaza, y compris des logements contenant encore des milliers de cadavres palestiniens non extraits ».

S'agissant de la Cisjordanie occupée, le responsable du HCDH a noté que le rythme des déplacements forcés y est « inédit depuis des décennies », qualifiant l'extension des colonies de « sans précédent ».

« Les troupes et polices (sionistes), ainsi que les colons, exécutent de plus en plus de Palestiniens en toute impunité, souvent de manière conjointe », a-t-il déclaré.

Depuis les attaques du 7 octobre 2023, 1 096 Palestiniens ont été

tués en Cisjordanie, dont environ 20 % d'enfants, a-t-il détaillé.

Selon M. Sunghay, le gouvernement sioniste a accru « la militarisation du mouvement des colons », les protégeant de toute sanction et tirant désormais « activement profit de la violence des colons comme moteur de son programme déclaré d'annexion ».

L'expansion des colonies a grimpé de 80 % avec 102 nouvelles installations s'ajoutant aux 127 existantes auparavant, a-t-il signalé.

Par ailleurs, 33 000 Palestiniens déplacés l'an dernier des camps de réfugiés de Jénine, Tulkarem et Nour Shams ne peuvent toujours pas regagner leurs foyers, selon le rapport.

« Les autorités (sionistes) expulsent des Palestiniens de leurs demeures autour de la vieille ville d'Al Qods-Est à des niveaux alarmants », a affirmé M. Sunghay, précisant que ces biens sont ensuite attribués à des colons ou libérés pour des projets coloniaux.

Le document évoque également la torture et les sévices infligés à des détenus palestiniens dans les prisons sionistes, incluant des violences sexuelles et des viols, ainsi que des privations de nourriture et de soins médicaux adéquats.

« La plupart des horreurs documentées ici, comme celles enregistrées pendant des décennies auparavant, sont demeurées impunités, sans aucune perspective de justice pour les victimes », a regretté M. Sunghay.

KAD

### SITUATION HUMANITAIRE À GHAZA ET EN CISJORDANIE OCCUPÉE

## PERSISTANCE D'UN CLIMAT DE TERREUR ET DE RESTRICTIONS

**Selon le dernier rapport du bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), la situation humanitaire à Gaza se dégrade de plus en plus en raison de la persistance des violences sionistes contre les Palestiniens.**

Par Malika Azeb

OCHA a affirmé que la situation à Gaza et en Cisjordanie occupée continue de se dégrader gravement dans un contexte marqué par la poursuite de l'agression sioniste, les restrictions imposées à la circulation et la destruction des infrastructures essentielles.

Le rapport publié lundi dernier indique que la situation humanitaire dans la bande de Gaza reste préoccupante pour les organisations humanitaires en raison des restrictions d'accès des aides internationales, de la destruction massive des infrastructures, notamment les réseaux d'eau et d'assainissement, privant la population d'accès à l'eau potable, créant ainsi une si-

tuation de risque de propagation d'épidémies principalement dans les zones surpeuplées.

L'OCHA déplore également la vague de déplacements forcés des Palestiniens, exacerbée par la multiplication des attaques de colons sionistes en Cisjordanie et les contraintes imposées à l'entrée des biens essentiels, et la poursuite des hostilités qui empêchent les populations d'avoir accès à l'aide, aggravant ainsi le spectre de la famine.

Le rapport indique qu'entre le 7 et le 12 mai, le ministre palestinien de la santé a documenté la mort de 10 martyrs et 45 blessés, portant le nombre à 856 martyrs et à 2 463 blessés depuis l'annonce du cessez-le-feu en octobre 2025.

Selon l'OCHA, le mois de mars dernier a enregistré le plus grand nombre de blessés causés par les

attaques des colons au cours des 20 dernières années.

L'organisation de la santé (OMS) estime que plus de 43 000 personnes souffrent de blessures ou de handicap dans la bande de Gaza, dont un grand nombre d'enfants, alors que les infrastructures sanitaires connaissent une saturation sans précédent et font face au manque d'équipements, notamment de rééducation.

Le rapport relève également l'aggravation de la situation des enfants palestiniens avec les risques liés à la protection causés par les déplacements répétés, la surpopulation dans les centres d'hébergement, la privation de la scolarité, l'absence d'accès aux services essentiels, la hausse des cas de travail chez les enfants, ainsi que l'augmentation des troubles psy-

chologiques.

En Cisjordanie occupée, y compris à El-Qods-Est, l'OCHA a fait état de la poursuite des opérations de démolition et des agressions, dans un contexte marqué par l'escalade des violences des colons et de l'agression sioniste, ayant entraîné des victimes, le déplacement de familles palestiniennes ainsi que la destruction d'habitations, d'exploitations agricoles et d'infrastructures vitales.

Face à cette situation, les agences onusiennes appellent à une réaction immédiate afin de garantir la protection des civils, notamment les enfants, comme elles font appel aux pays ayant une influence sur l'entité sioniste pour agir afin de garantir le respect du droit international.

MA

### EL-QODS OCCUPÉE

## LE GRAND MUFTI DÉNONCE UN PLAN DE SAISIE DE PROPRIÉTÉS HISTORIQUES PRÈS D'EL-AQSA

Le Grand Mufti d'El Qods occupée et des Territoires palestiniens, prédicateur de la mosquée d'Al-Aqsa, cheikh Muhammad Hussein, a condamné l'approbation par les autorités d'occupation d'un plan visant la saisie de propriétés historiques situées dans le quartier de Bab Al-Silsila.

Dans un communiqué publié mardi et relayé par l'agence de presse palestinienne Wafa, le Mufti a précisé que le nombre de propriétés concernées par cette saisie se situe entre 15 à 20, dénonçant l'autorisation accordée à la société "Jewish Quarter Développement Company" pour mettre

ce plan en œuvre.

Il a déclaré que ces propriétés appartiennent à des familles résidant à El Qods et comprennent des bâtiments et des biens waqfs datant des périodes ayoubide, mamelouke et ottomane. Le Mufti a qualifié cette décision de "plus grande et plus dangereuse escalade" de ce type à proximité de la mosquée Al-Aqsa depuis près de 60 ans, estimant qu'elle reflète "une politique systématique visant à vider les environs de la mosquée d'Al-Aqsa et à faire le nettoyage ethnique pour déplacer le peuple palestinien de la ville sainte et la

judaiser".

Il a appelé les dirigeants arabes et musulmans, ainsi que toutes les personnes éprises de justice à agir de toute urgence afin de mettre fin à l'agression sioniste, à la politique coloniale et à protéger El-Qods et ses lieux saints.

Le mufti Hussein a également mis en garde contre la gravité de la situation à laquelle sont confrontés le peuple palestinien, ses lieux saints et sa terre.

RI

## NUMÉRISATION

## LE CRAT INNOVE POUR PRÉSERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE NATIONAL

Le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT) de Constantine multiplie les initiatives pour préserver et valoriser le patrimoine algérien grâce aux technologies numériques. Depuis 2021, l'établissement a lancé pas moins de 45 projets alliant cartographie interactive, modélisation 3D et systèmes d'information géographique, afin de documenter, protéger et rendre accessibles monuments et sites historiques.

Par Yakout Abina

Depuis 2021, le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT) de Constantine a mené quarante-cinq projets de recherche et d'application dédiés à la numérisation du patrimoine et des territoires, a indiqué lundi dernier son directeur, le professeur Chawki Benabbas.

Intervenant lors d'une journée d'étude organisée au siège du Centre, à l'occasion du Mois du Patrimoine (18 avril - 18 mai), le directeur de l'établissement a souligné le rôle déterminant de l'innovation scientifique dans la préservation et la valorisation du patrimoine.

Placée sous le thème « Valoriser l'innovation scientifique, la numérisation du patrimoine au premier plan », la rencontre a permis de mettre en lumière les avancées réalisées. Ces projets reposent principalement sur la mobilisation de la cartographie numérique, de la modélisation tridimensionnelle et des systèmes d'information géographique. Ces technologies, a-t-il précisé, contribuent non seulement à la mise en valeur du patrimoine et au développement du tourisme mémoriel, mais aussi à la prévention des risques et à l'amélioration de la prise de décision en matière d'aménagement du territoire et de développement local.

Le professeur Benabbas a rappelé que ces travaux s'inscrivent dans une démarche coordonnée



avec la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, relevant du ministère de tutelle. Il a insisté sur le fait que la numérisation constitue un outil essentiel pour « préserver la mémoire collective et protéger de la disparition les monuments et sites à valeur historique et culturelle ». La conversion en données numériques tridimensionnelles permet de les archiver, de les étudier et de les exploiter, garantissant ainsi leur transmission aux générations futures.

Cette démarche de numérisation du patrimoine permet, a-t-il ajouté, de documenter l'état actuel des monuments et sites historiques, de faciliter les opérations de restauration et de suivi scientifique, mais aussi de les mettre à la disposition des chercheurs, des étudiants, des institutions concernées et du grand public grâce à des outils contemporains tels que la modélisation, les cartes interactives et les vi-

sites virtuelles. Elle contribue également à faire du patrimoine un véritable levier de développement touristique et culturel, tout en soutenant la prise de décision dans les domaines de l'aménagement et de la protection des territoires.

Les projets engagés ne se limitent pas au seul patrimoine. Ils s'étendent également à l'étude des territoires, au développement durable, à la gestion des risques naturels et sécuritaires, au tourisme, à l'urbanisme et aux outils numériques destinés à accompagner les institutions, les collectivités locales et les secteurs concernés.

Pour sa part, la présidente du conseil scientifique du CRAT, la docteure Meriem Sghiri, a mis en avant les projets consacrés à la numérisation du patrimoine culturel et naturel ainsi qu'au renforcement de la résilience des territoires. Ces initiatives reposent sur des technologies de pointe telles que les drones, les scanners 3D, la photogrammétrie, la

modélisation numérique et la modélisation des informations du bâtiment et du patrimoine.

Les travaux du CRAT ont déjà permis la réalisation de 23 modèles numériques tridimensionnels de monuments et sites historiques et archéologiques, la création d'une banque de données centrale regroupant modèles et données géographiques, ainsi que la mise en place de chaînes de traitement pour l'archivage et la documentation numérique des sites patrimoniaux.

Parmi les projets phares figure notamment le Portail numérique géographique de la Révolution de libération, avec la wilaya de Batna comme modèle. Ce projet ambitieux de documenter les événements et les lieux liés à la Révolution nationale à travers une plateforme interactive intégrant la géolocalisation des sites, leur référencement, des cartes thématiques, une base de données géographiques et un livret pédagogique. Selon la docteure Sghiri, cette initiative vise à préserver la mémoire nationale et à soutenir le tourisme mémoriel au bénéfice des chercheurs, des étudiants et des visiteurs.

Dans le domaine de l'attractivité touristique, le Centre a également présenté un projet consacré à Constantine, basé sur l'inventaire des sites historiques, la création de visites virtuelles et la conception d'itinéraires de découverte afin de valoriser le patrimoine urbain et architectural de la ville.

Enfin, un autre projet porte sur la transformation d'éléments patrimoniaux en modèles numériques et en maquettes imprimées en 3D. Destinée à la médiation culturelle, à l'enseignement et au rapprochement du patrimoine avec divers publics, cette initiative vise à rendre les monuments et sites historiques plus accessibles grâce aux technologies contemporaines.

Y.A

GOOGLE TESTE UN QUOTA HEBDOMADAIRE SUR GEMINI GRATUIT  
RISQUE DE BLOCAGE POUR PLUSIEURS JOURS

Par Salim Naït Ouguelmim

Vous utilisez Gemini sans payer ? Il est possible que vous deviez désormais vous habituer à une contrainte plus stricte, car Google expérimenterait actuellement un système de plafonnement hebdomadaire pour la version gratuite. Le résultat potentiel : un accès interrompu pendant plusieurs jours de suite, plutôt que la simple pause habituelle de quelques heures.

Jusqu'à présent, la logique semblait plutôt simple. Quand vous atteigniez le plafond de la formule gratuite de Gemini, il suffisait le plus souvent d'attendre un moment pour que la situation se déblocage d'elle-même. Dans bien des cas, la remise à zéro du compteur se faisait rapidement, parfois le soir même, souvent le lendemain. Autrement dit, la limitation avait un caractère plutôt ponctuel, avec une reprise assez rapide de l'usage. Or, une information récemment relayée par un leaker change la perspective. D'après cette fuite, Google testerait des limites calculées sur une période complète de sept jours, et non uniquement sur une fenêtre courte. Concrètement, l'idée serait de mesurer et de plafonner l'usage pendant toute la semaine, avant de permettre une remise à niveau à l'issue de cette période. Ainsi, si vous tombez sur une phase où le quota hebdomadaire est particulièrement vite consommé, vous pourriez ne pas voir de retour à la normale dès le lendemain. Ce mécanisme apparaît notamment dans une capture d'écran diffusée par Ashutosh Shrivastava sur X. Le message central serait le suivant : pour certaines fonctionnalités de Gemini, des limites liées à la semaine seraient mises à

l'essai auprès d'un petit nombre d'utilisateurs. Si cela correspond à la réalité du test, il suffit alors de concentrer trop d'utilisation sur quelques jours — par exemple durant le week-end — pour finir par atteindre le plafond. Dans ce scénario, l'accès pourrait rester bloqué jusqu'au lundi suivant, le temps que le compteur hebdomadaire soit recalculé et que les restrictions se lèvent.

Ce type de stratégie n'est pas totalement inconnu chez Google. L'entreprise aurait déjà utilisé des quotas hebdomadaires sur sa plateforme de création et de codage Antigravity AI. À l'époque, la société présentait cette approche comme un moyen d'éviter des interruptions trop fréquentes, tout en permettant aux utilisateurs de travailler sur des projets plus ambitieux. Le système visait donc, en théorie, une expérience plus stable sur le long terme, au lieu d'une contrainte en dents de scie.

Cependant, l'application de cette logique à Gemini pourrait avoir des conséquences différentes, notamment pour les profils les plus actifs. Pour les utilisateurs occasionnels, un tel changement peut sembler peu perceptible : la plupart du temps, ils n'atteindraient pas les plafonds assez rapidement pour ressentir un véritable impact. En revanche, pour les "gros" utilisateurs — ceux qui sollicitent régulièrement Gemini, utilisent souvent des fonctionnalités gourmandes ou enchaînent les requêtes — le risque d'atteindre les limites plus vite deviendrait plus élevé. Autrement dit, le test ne se traduirait pas de la même manière selon l'intensité. Un autre point explique pourquoi Google pourrait vouloir durcir ce contrôle. Le fonctionnement des modèles d'intelligence artificielle a un coût im-

portant, surtout lorsque l'on parle de modèles demandant une forte puissance de calcul. Les systèmes de raisonnement complexes, mais aussi les générateurs d'images et de vidéos, consomment particulièrement de ressources. Avec des millions d'utilisateurs qui utilisent la version gratuite en même temps, la charge sur les serveurs peut devenir massive, et la facture d'infrastructure suit. Dans ce contexte, réguler l'accès n'est pas seulement une question de politique produit : c'est aussi une manière d'éviter que l'écosystème ne sature lorsque la demande explose. Les avertissements officiels de Google vont d'ailleurs dans ce sens. Les pages d'assistance liées à Gemini indiquent désormais, de façon explicite, que les limites des applications peuvent évoluer et être ajustées selon la charge des serveurs. Ce langage signifie que les plafonds ne seraient pas figés, mais adaptatifs. L'entreprise semble donc chercher à mettre en place une forme de régulation plus flexible, capable de réagir en temps réel aux volumes de requêtes et à la disponibilité des ressources.

Dans l'ensemble, la démarche ressemble aussi à une tendance plus large observée chez d'autres acteurs du marché. Des concurrents comme ChatGPT ou Sora ont, eux aussi, renforcé les restrictions réservées aux comptes non payants. L'objectif est souvent le même : maintenir un service accessible, mais éviter qu'une utilisation intensive et gratuite ne pèse trop lourdement sur l'infrastructure. Pour le public, la conséquence est simple : la formule gratuite peut rester utile, mais elle devient moins "illimitée" et demande davantage d'anticipation.

S.N.O

CRISE SANITAIRE AU CŒUR DE L'AFRIQUE

# EBOLA FRAPPE FORT EN RD DU CONGO PARCE QUE LE PAYS EST AFFAIBLI

*L'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo a déjà causé plus de 130 décès et des centaines de cas suspects. Face à cette flambée, l'Union africaine a déclenché son plus haut niveau d'alerte continentale et l'OMS son deuxième niveau d'alerte internationale. Mais sur le terrain, la guerre civile et l'instabilité chronique paralysent la riposte.*

Par Chaimaa Sadou

**S**elon les dernières déclarations du ministre congolais de la Santé, Samuel Röger Kamba, on dénombre environ 513 cas suspects et 131 décès probables. Le précédent bilan, quelques jours plus tôt, faisait état de 91 morts et 350 cas suspects. Cette augmentation rapide inquiète les spécialistes : elle signifie que le virus circule de façon active et que de nombreuses personnes contaminées n'ont pas encore été identifiées.

Concrètement, chaque jour de retard dans l'identification des malades augmente le nombre de contaminations secondaires. Les experts estiment que chaque personne infectée peut à son tour contaminer deux ou trois autres personnes si aucune mesure d'isolement n'est prise rapidement. Dans les zones rurales de l'Ituri, où les habitants se déplacent souvent à pied entre les villages, le virus peut ainsi franchir des dizaines de kilomètres en moins d'une semaine.

L'épicentre de l'épidémie se trouve dans l'Ituri, une province frontalière de l'Ouganda et du Soudan du Sud. Cette région est riche en mines d'or, ce qui attire chaque jour des milliers d'artisans miniers, de commerçants et de migrants. Les mouvements de population y sont constants et difficiles à contrôler. Des cas suspects ont déjà été signalés à Butembo, un carrefour commercial du Nord-Kivu situé à quelque 200 kilomètres du foyer initial, ainsi qu'à Goma, grande métropole de l'est congolais. L'Ouganda voisin a également enregistré au moins un décès, confirmant la propagation transfrontalière du virus.

## Un virus sans vaccin spécifique

La souche identifiée actuellement se nomme « Bundibugyo ». Elle a été détectée pour la première fois en Ouganda en 2007. Contrairement à la souche dite « Zaïre », pour laquelle il existe désormais des vaccins efficaces, aucune immunisation ni traitement spécifique n'est encore disponible contre le variant Bundibugyo. Cette absence d'outils médicaux rend la riposte particulièrement délicate.

Les médecins sur le terrain ne disposent donc que de soins dits « de soutien » : réhydratation, traitement de la fièvre, lutte contre les hémorragies. Pas de médicament antiviral ciblé, pas de sérum spécifique. Dans les centres de traitement improvisés, souvent des tentes montées en urgence, le personnel soignant travaille sous une chaleur accablante, avec des équipements de protection limités. Malgré les risques, ces hommes et ces femmes restent à leur poste, conscients que leur sacrifice sauve



des vies. Un médecin congolais témoignait récemment : « Nous ne reculerons pas, même sans armes. »

Ebola provoque une fièvre hémorragique sévère, avec des symptômes tels que vomissements, diarrhées, saignements internes et externes, et défaillance des organes. Selon l'OMS, le taux de mortalité des précédentes épidémies a varié entre 25 % et 90 % selon les contextes. En un demi-siècle, le virus a tué plus de 15 000 personnes en Afrique. Chaque flambée est une course contre la montre pour isoler les malades, retracer leurs contacts et sensibiliser les communautés.

## Mobilisation internationale mais risques persistants

Face à cette menace, les États-Unis ont annoncé un renforcement immédiat de leurs contrôles sanitaires. Les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) vont désormais soumettre les voyageurs aériens en provenance des zones touchées à un dépistage systématique. Washington prévoit également de restreindre temporairement l'attribution de visas pour les étrangers ayant récemment séjourné dans les régions infectées.

Par ailleurs, un ressortissant américain a contracté le virus alors qu'il travaillait en RDC. Selon les CDC, il a développé des symptômes ce week-end et a été testé positif. Il doit être transféré en Allemagne pour y recevoir des soins spécialisés. Les autorités américaines estiment toutefois que le risque pour la population générale des États-Unis demeure faible pour l'instant.

À Genève, lors de l'ouverture de la 79e Assemblée mondiale de la santé, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a tiré la sonnette d'alarme sur un contexte mondial devenu « dangereux et source de divisions ». Il a cité l'épidémie d'Ebola en RDC et la récente résurgence de l'hantavirus sur un navire de croisière comme les symptômes d'un monde fragilisé par les conflits, les crises économiques et le changement climatique.

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez, invité spécial de

l'Assemblée, a insisté sur la nécessité de la solidarité internationale : « Aucun pays ne peut s'en sortir seul. Protéger les autres est la meilleure façon de protéger nos propres sociétés. » Il a également dénoncé ce qu'il appelle une « pandémie d'égoïsme » qui affaiblit les mécanismes mondiaux de coopération sanitaire.

## Les faiblesses chroniques de la RDC

Sur le terrain congolais, les difficultés sont immenses. Peu d'échantillons ont pu être testés en laboratoire à ce jour. Les bilans communiqués par le ministère de la Santé s'appuient donc en grande partie sur des cas de suspicion, faute de moyens suffisants pour confirmer biologiquement toutes les infections.

Le ministre Kamba a lui-même reconnu que « les décès que nous donnons sont tous les décès retrouvés dans la communauté, sans nécessairement dire qu'ils sont tous liés à Ebola ». Cette prudence est nécessaire, mais elle montre aussi les limites du système de surveillance épidémiologique congolais.

À ces difficultés sanitaires s'ajoute un contexte sécuritaire désastreux. L'est de la RDC est ravagé depuis des années par une guerre civile larvée. Des dizaines de groupes armés s'affrontent pour le contrôle des mines d'or et d'autres ressources naturelles. Ces violences provoquent des déplacements massifs de population : des centaines de milliers de personnes vivent dans des camps de déplacés où l'hygiène est précaire, où l'accès aux soins est quasi inexistant, et où le virus peut se propager silencieusement.

Les équipes médicales internationales peinent à accéder aux zones rouges. Des soignants ont déjà été attaqués par endroits, accusés à tort de propager la maladie. La méfiance envers les autorités sanitaires, alimentée par des années de conflit et de promesses non tenues, complique encore le travail de sensibilisation.

**La guerre civile profite aux virus**  
Depuis la première apparition

d'Ebola en RDC en 1976, le pays a connu près d'une quinzaine d'épidémies. À chaque fois, la communauté internationale a apporté des aides financières et logistiques. À chaque fois, après l'alerte, les investissements dans le système de santé sont retombés. Et à chaque fois, la guerre civile ou les tensions politiques ont repris le dessus.

Les autorités congolaises successives auraient pu renforcer le système sanitaire national et former davantage d'équipes locales. Des laboratoires régionaux et des campagnes de vaccination auraient également permis d'améliorer la prévention de routine contre les souches connues d'Ebola. Mais elles ont préféré s'adonner à des querelles de pouvoir, à une guerre civile qui n'en finit pas, et à l'exploitation sans contrôle des richesses du sous-sol.

Chaque nouvelle épidémie coûte à la RDC des millions de dollars d'aide internationale. Cet argent, s'il était investi dans la paix, suffirait à construire des hôpitaux dans chaque territoire de l'Ituri.

**Résultat** : la guerre continue et le virus aussi. Les épidémies prospèrent dans un État affaibli par la guerre, la corruption et l'absence de services publics. Les populations civiles paient le prix fort. Elles meurent du virus, mais aussi des conséquences d'un conflit fratricide absurde : malnutrition, paludisme, rougeole, violences.

Ebola ne reculera pas tant que la guerre civile continuera de dicter sa loi en RDC. Cette situation met en lumière les limites persistantes de l'État congolais face aux crises sanitaires et sécuritaires. Pourtant, la paix est possible. Il suffit d'un peu de bon sens. L'épidémie d'Ebola en RDC n'est pas seulement une crise sanitaire : c'est le symptôme d'un État qui renonce aux intérêts de ses propres citoyens, au profit d'intérêts personnels inavoués. La paix n'est pas seulement un objectif pour le bien-être social. C'est l'une des grandes conditions nécessaires pour être un pays prospère et en bonne santé. Et où les virus n'auront pas de place.

## RECHERCHES SUR LE CANCER

# PR ADDA BOUNEDJAR À LA 60<sup>e</sup> SESSION DE L'IARC À LYON

*Le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer (CNPLCC), Pr Adda Bounedjar, prend part, au nom de l'Algérie, depuis mardi à Lyon (France), aux travaux de la 60<sup>e</sup> session de l'Agence internationale de recherches sur le cancer (IARC), rattachée à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon un communiqué diffusé par la Commission.*

Par Halim Dardar

La présence de Pr Bounedjar à cette session, dont les échanges se prolongeront jusqu'à jeudi de la semaine prochaine, s'inscrit dans une démarche de « consolidation du positionnement de l'Algérie au sein des structures internationales dédiées à la lutte contre le cancer, et d'appui à la collaboration scientifique et institutionnelle avec divers partenaires internationaux » dans les volets liés à la prévention, au diagnostic et aux soins, précise le communiqué.



Dans ce contexte, Pr Bounedjar participera à un atelier international de haut niveau consacré au bilan mondial du cancer, aux côtés de ministres de la Santé, de responsables d'organismes impliqués dans la lutte

contre le cancer ainsi que d'experts en santé publique provenant de plusieurs pays, ajoute le texte.

Pr Bounedjar présentera, pendant cet atelier, une communication portant sur la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer à l'horizon 2035, approuvée par les plus hautes instances du pays, et qui ambitionne de « renforcer la prévention et le dépistage précoce et d'améliorer le diagnostic, la formation et la recherche scientifique » dans le domaine du cancer.

Cette contribution constitue « une occasion de faire connaître le vécu de l'Algérie dans la lutte contre le cancer, de croiser les savoir-faire avec divers pays et organisations internationales et d'examiner les méthodes et les leviers permettant d'intensifier la coopération scientifique et technique, afin de contribuer à améliorer la prise en charge des personnes atteintes de cancer et à renforcer la recherche dans ce secteur essentiel », conclut le communiqué.

H.D

## ROBOTIQUE

## L'ALGÉRIE RAFLE CINQ PRIX AU CONCOURS MONDIAL DE L'IA POUR ENFANTS À JAKARTA

L'Algérie a rafle cinq prix au concours mondial de l'Intelligence artificielle (IA), de la programmation et des robots conçus pour enfants, organisé à Jakarta (Indonésie), a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Il s'agit du prix des jeunes filles dans les sciences et technologie, du prix d'encouragement dans le défis de l'innovation et de l'entrepreneuriat, du prix d'encouragement dans le défis des robots du football, du prix d'excellence pour la meilleure conception robot- 5e classe-

ment mondial dans le défi des robots de football, ainsi que du prix d'excellence pour la meilleure conception de robot-6e classement mondial dans le défi des robots de football. Dans un message de félicitations à cette occasion, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, a estimé que " ce nouvel exploit n'est que la réalisation de la capacité de nos enfants à exceller et à occuper le leadership dans les niveaux supérieurs, notamment dans les domaines de l'innovation et de la technologie". Le ministre a

également mis en avant " le travail remarquable accompli par la start-up Aljazari Robotics, organisatrice nationale de ce concours, dans l'accompagnement et l'encadrement des jeunes, ce qui a contribué à concrétiser ces résultats honorables, lors de cet événement mondial". Le concours national de l'IA, de la programmation et des robots conçus pour enfants Codeavour 7.0, organisé à l'université de Binus à Jakarta, a connu une participation de plus de 300.000 jeunes de 70 pays, selon les organisateurs.

R.S

## DÉTENTE

## MISE EN SERVICE D'UN PARC DE LOISIRS, DE DÉTENTE ET DE SPORT À DIDOUCHE MOURAD À CONSTANTINE

Un parc dédié aux loisirs, à la détente et aux activités sportives, s'étendant sur une superficie de plus de 8 hectares, a été mis en service, mardi, dans la commune de Didouche Mourad (Constantine), dans le cadre de la commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, célébrée le 19 mai de chaque année.

La cérémonie d'inauguration de cet équipement a été présidée par le wali de Constantine, Abdelkhalak Sayouda, en présence des autorités locales civiles et militaires ainsi que des membres de la famille révolutionnaire.

Sa réalisation intervient dans une dynamique visant à renforcer les espaces publics destinés aux familles et aux jeunes, tout en contribuant à l'amélioration du cadre de vie des habitants de cette collectivité locale.

Edifié au centre de la commune de Didouche Mourad, ce parc a nécessité une enveloppe financière estimée à 120 millions de dinars.

Il comprend plusieurs espaces consacrés à la promenade, aux loisirs et à la pratique sportive, auxquels s'ajoutent des espaces verts et des installations de service destinés à répondre aux attentes des visiteurs.

Le chef de l'exécutif local a indiqué, dans une déclaration à la presse, que la mise en

service de ce parc répond à un besoin exprimé en matière d'espaces similaires dans la ville de Didouche Mourad.

Il a souligné que cette infrastructure offrira aux familles et aux jeunes un espace aménagé propice à la détente, à la pratique du sport et à la marche, ajoutant que le parc se distingue par l'étendue de son assiette foncière et par la diversité de ses équipements, comprenant, notamment des installations sportives, des commerces ainsi que des espaces culturels appelés à ouvrir prochainement.

Cette réalisation est également appelée à faire de la ville de Didouche Mourad une destination de loisirs pour les habitants des communes avoisinantes.

L'entrée en service de ce parc revêt une importance particulière au regard de son rôle dans la promotion des équipements de proximité et dans la mise à disposition d'un espace organisé au profit des familles, des enfants et des jeunes.

Cette infrastructure de loisirs contribuera, en outre, à insuffler une nouvelle dynamique au tissu urbain local, à travers la valorisation des espaces publics et l'encouragement des activités sportives et récréatives dans des conditions appropriées, a-t-on précisé.

R.C

## COLLOQUE À TIZI-OUZOU LE PATRIMOINE MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL DE L'ÉPOQUE ANTIQUE AU MENU

L'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou a organisé mardi un Colloque sur le patrimoine matériel et immatériel de la région remontant à l'époque antique, à l'occasion de la clôture du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai).

Organisé par la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université, ce Colloque a permis de mettre en lumière les innombrables facettes du patrimoine matériel et immatériel de la région, ainsi que l'importance de sa préservation.

A ce titre, le professeur Nabil Amokrane du Centre national de recherche en archéologie (CNRA), a souligné l'impératif de travailler pour "la sauvegarde et la préservation de l'immense patrimoine matériel et immatériel de la région, car il constitue la base de son histoire et de son développement".

Les différentes étapes historiques qu'a connues la région à la lumière de son patrimoine ont été également abordées par les participants qui ont souligné le "rôle prépondérant" de ce patrimoine dans chacune de ces étapes de l'histoire et qui constitue l'un des socles de l'identité nationale.

R.C

## FOOTBALL

# LA DTN LANCE LE DEUXIÈME MODULE FAST-TRACK À TIPASA

La Direction technique nationale de la Fédération algérienne de football a lancé mardi à Tipasa le deuxième module de la formation Fast-Track proposé aux anciens joueurs internationaux pour l'obtention des licences CAF (C) et CAF (B).

Par Hamida Indja

Le but de cette formation est de renforcer les compétences techniques des anciens internationaux et de faciliter leur reconversion dans le domaine de l'entraînement et de l'encadrement sportif.

Selon les explications de la Fédération algérienne de football, cette formation se déroule au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka. Elle est encadrée par plusieurs instructeurs affiliés à la Confédération africaine de football.

De la même source, le programme comprend des cours théo-



riques et des exercices pratiques qui permettent aux participants d'acquérir de nouvelles connaissances dans le domaine de l'entraînement moderne et de la pédagogie sportive, selon les méthodes actuelles utilisées dans le football.

Ce programme de formation, qui se poursuivra jusqu'au 21 mai, s'inscrit dans la stratégie mise en place par la DTN pour aider les anciens in-

ternationaux à réussir leur reconversion vers les métiers de l'encadrement technique et de l'entraînement. Il vise également à renforcer les compétences nationales dans le domaine de la formation sportive.

Plusieurs anciens joueurs internationaux participent à ce stage, y compris les défenseurs Amine Besseghir, Djamel-Eddine Benlamri, Es-said Belkalem et Amine Aksas.

La cérémonie d'ouverture de ce deuxième module a été dirigée par le Directeur technique national, Ali Mouceur, en présence du responsable du département de la formation, Karim Kaced. Lors de cette rencontre, les principaux objectifs et axes de cette formation ont été présentés aux participants.

H I

## COUPE DU MONDE 2026

## NEYMAR FAIT SON GRAND RETOUR AVEC LA SELEÇAO

Le sélectionneur du Brésil, Carlo Ancelotti, a annoncé une liste de 26 joueurs pour participer à la Coupe du monde 2026, prévue aux États-Unis, au Mexique et au Canada. La grande surprise de cette liste est le retour de la star Neymar, absent de la sélection depuis octobre 2023 à cause de plusieurs blessures.

Lundi, le sélectionneur de l'équipe nationale du Brésil, Carlo Ancelotti, a dévoilé la liste officielle des 26 joueurs qui représenteront la Seleçao lors de la Coupe du monde 2026, prévue du 11 juin au 19 juillet aux États-Unis, au Mexique et au Canada. Cette liste est marquée par le grand retour de Neymar, considéré comme l'un des joueurs les plus importants du football brésilien. À 34 ans, l'ancien attaquant du FC Barcelone et du Paris Saint-Germain retrouve la sélection nationale après une longue absence due à plusieurs blessures.

Meilleur buteur de l'histoire du Brésil avec 79 buts inscrits en 128 sélections, Neymar participera à sa quatrième Coupe du monde après celles de 2014 au Brésil, 2018 en Russie et 2022 au Qatar. Son retour est considéré comme un événement important pour les sup-

porters brésiliens, qui espèrent voir leur équipe retrouver le sommet du football mondial.

Depuis l'arrivée de Carlo Ancelotti à la tête du Brésil en mai 2025, Neymar n'avait plus été convoqué en sélection. Sa dernière apparition sous le maillot brésilien remonte au 17 octobre 2023, lors d'un match contre l'Uruguay où il avait subi une grave blessure au genou gauche. Cette blessure l'avait éloigné des terrains pendant plusieurs mois.

Après un passage difficile au club saoudien d'Al Hilal, marqué par de nombreuses blessures et peu de matchs joués, Neymar est retourné en 2025 à Santos, son club formateur au Brésil. Malgré plusieurs problèmes physiques, il a contribué au maintien du club en première division la saison passée. Il avait ensuite subi une nouvelle opération au genou gauche à la fin du mois de décembre.

Dimanche dernier, après la défaite de Santos contre Coritiba (3-0) en championnat, Neymar a rassuré les supporters et a déclaré devant la presse qu'il se sentait « très bien physiquement ».

H.I

## CAN-2026 U17 (GR.D)

## CAP SUR LE SÉNÉGAL POUR LA SÉLECTION NATIONALE

La sélection nationale de football des U17 a repris le chemin des entraînements, au lendemain de sa victoire face à l'Afrique du Sud (2-0), et en prévision de sa troisième sortie dans le groupe D, de la Coupe d'Afrique des Nations-2026, face au Sénégal, a indiqué un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF).

La rencontre, décisive face au Mali, est prévue pour ce mercredi, à 20h00 (heure algérienne).

La séance de reprise qui s'est déroulée en fin d'après-midi, a été consacrée essentiellement à la récupération pour les joueurs ayant pris part au match de la veille, sous la supervision du préparateur physique. Quant au reste du groupe, il a effectué un travail plus soutenu sous la conduite du sélectionneur national, Amine Ghimouz, qui poursuit la préparation tactique et technique en vue de cette importante confrontation.

Par ailleurs, le joueur Mohamed Valmy (Stade Rennais), arrivé au sein de la sélection dans la matinée de dimanche, a pris part à cette séance avec ses coéquipiers. Son intégration offre une alternative sup-

plémentaire au staff technique avant le rendez-vous décisif face au Sénégal.

Au classement, l'Algérie, auteure d'un nul pour son entrée en lice face au Ghana (2-2), occupe seule la première place avec 4 points, devant l'Afrique du Sud et le Sénégal qui comptent 3 points chacun, alors que le Ghana ferme la marche avec 1 point.

Lors de la troisième et dernière journée, prévue mercredi à Rabat, l'équipe algérienne affrontera le Sénégal, alors que l'Afrique du Sud défiera le Ghana.

Seize sélections prennent part à cette 16e édition de la CAN U17, réparties en quatre groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe accéderont aux quarts de finale.

En parallèle, les huit nations qualifiées pour ce tour décrocheront automatiquement leur ticket pour la Coupe du monde U17. Deux places supplémentaires seront attribuées à l'issue de matchs de barrage entre les équipes classées troisièmes de leur groupe.

RS

## BASKETBALL

## LA SÉLECTION NATIONALE EN STAGE DU 17 AU 26 JUIN À AÏN BÉNIAN AÏN BÉNIAN

L'équipe nationale de basketball effectuera un stage de préparation du 17 au 26 juin à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA) d'Aïn Bénian (Alger), a annoncé la Fédération algérienne de basketball (FABB).

Ce regroupement, placé sous la conduite de l'entraîneur national Ali Bouziane, assisté de Reda Hachemi et Mohamed Aoun, s'inscrit dans le cadre du programme de préparation de la sélection nationale en prévision des prochaines échéances internationales, ajoute la même source.

Vingt-trois (23) joueurs ont été convoqués pour ce stage, dont plusieurs éléments évoluant à l'étranger, à l'image de Nabil Labouiz (Le Havre), Adel Alain (Val de Seine), Abdelkader Bouzidi (JA Vichy), Djamel Hadi (EAB Angers) et Karim Ammour (Aix Maurienne).

Le sélectionneur national a également retenu plusieurs joueurs locaux, parmi lesquels Mohamed Boussad (NB Staouéli), Lamouri Merahi (USM Alger),

Hakim Dekaken (NB Staouéli), Amine Bensalah (NB Staouéli), Mossab Koob (USM Blida), Louai Chebel (WO Boufarik) ou encore Mehdi Zaim (USM Alger).

Le staff technique sera renforcé par le préparateur physique Abdellah Kerroum, le kinésithérapeute Islem Dedouche ainsi que le responsable logistique Khaled Rezig. Les joueurs sont attendus le 17 juin à partir de 14h00 à l'hôtel ESHRA d'Aïn Bénian pour le début du regroupement, selon le communiqué de la FABB.

Pour rappel, le Cinq national reste sur une dynamique positive après son sacre au Championnat arabe 2025, remporté avec un parcours sans faute de six victoires en autant de rencontres, décrochant ainsi le deuxième titre arabe de

son histoire après celui obtenu en 2005 en Arabie saoudite.

### Liste des joueurs convoqués :

Nabil Labouiz (Le Havre, 1997), Adel Alain (Val de Seine, 2004), Abdelkader Bouzidi (JA Vichy, 2004), Djamel Hadi (EAB Angers, 2003), Toufik Ghezala (CEP Lorient, 1992), Mohamed Quitane (Obradoiro, 2006), Mohamed Boussad (NB Staouéli, 1998), Mourad Braik (CST, 1999), Lamouri Merahi (USM Alger, 1995), Hakim Dekaken (NB Staouéli, 1992), Mohamed Ammad (South Georgia Tech College, 2003), Amine Bensalah (NB Staouéli, 2002), Mossab Koob (USM Blida, 2003), Karim Ammour (Aix Maurienne, 1991), Louai Chebel (WO Boufarik, 1999), Samy Ayous (NB

Staouéli, 2005), Farès Bensalah (NB Staouéli, 2004), Abdelghani Benrighi (NB Staouéli, 1996), Mohamed Karabi (Fos Provence, 2005), Sidali Benzaim (Rouiba CB, 2002), Mehdi Zaim (USM Alger, 2005), Abdelmalek Maatoub (NB Staouéli, 1997) et Mohamed Bernaoui (Fos Provence, 1997).

### Encadrement technique et médical :

Mustapha Kamel Bouslah (directeur du stage), Ali Bouziane (entraîneur en chef), Reda Hachemi et Mohamed Aoun (entraîneurs assistants), Abdellah Kerroum (préparateur physique), Islem Dedouche (kinésithérapeute) et Khaled Rezig (responsable logistique).

RS

## CLÔTURE DU MOIS DU PATRIMOINE

# MME BENDOUDA SOULIGNE LES ACTIONS MENÉES POUR PROTÉGER LA CULTURE NATIONALE

*Dans le cadre de la cérémonie de clôture du Mois du patrimoine, organisée avant-hier à Alger, la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a salué les efforts de l'État en matière de protection et de valorisation du patrimoine algérien à travers les nombreuses activités ayant marqué cette célébration durant tout le mois.*

Par Ikram Haou

Cette cérémonie de clôture a été organisée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, en présence du ministre du Développement touristique, de la Culture et de l'Artisanat de la République du Tchad, M. Abakar Rozzi Teguil, de la moudjahida et ancienne ministre Zhor Ounissi, de cadres du ministère de la Culture et des Arts, ainsi que de représentants de différents secteurs.

À cette occasion, la ministre a déclaré que la célébration du Mois du patrimoine de cette année a été marquée par l'organisation de près de 2 000 événements culturels à travers différentes régions du pays, où plusieurs domaines ont été abordés, notamment les sites archéologiques, les manuscrits, l'art culinaire, la musique, le patrimoine oral et l'habit tradition-



nel. Mme Malika Bendouda a également rappelé la célébration de la personnalité algérienne afro-méditerranéenne Saint Augustin dans le cadre de la première édition des « Rencontres afro-méditerranéennes de la pensée » (28-30 avril), ainsi que l'organisation de divers festivals de cinéma, de littérature et de Samaâ soufi.

D'après elle, « le Mois du patrimoine est une tradition annuelle visant à célébrer le patrimoine matériel et immatériel algérien, à valoriser les accomplissements historiques et à renouveler l'engagement envers l'identité culturelle commune, notamment dans sa dimension africaine », soulignant la volonté de son secteur de renforcer une coopération importante

entre l'Algérie et le Tchad afin de protéger le patrimoine africain contre les vols et les pillages et d'en assurer la transmission aux générations futures.

En outre, la ministre a évoqué le travail visant à transformer les potentialités patrimoniales en leviers économiques et d'investissement contribuant à l'économie nationale, conformément au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Durant cette journée de clôture, une journée d'information consacrée aux parcs culturels a également été organisée. Elle a constitué une occasion de mettre en lumière le réseau des parcs culturels ainsi que leur rôle dans la protection et la préservation du patrimoine culturel et naturel. Par ailleurs, la ministre de la Culture a présidé la célébration de la Journée internationale des musées, célébrée le 18 mai de chaque année, au Musée national public des Beaux-Arts d'Alger.

D'autres activités ont également marqué cette journée de clôture, notamment l'ouverture d'une exposition dédiée à la calligraphie arabe, aux miniatures et à l'enluminure, regroupant des artistes de différentes générations. Un hommage a également été rendu à plusieurs chercheurs dans le domaine de l'archéologie et des arts plastiques, en reconnaissance de leurs efforts scientifiques en faveur de la préservation du patrimoine culturel national.

I.H

## RETOUR SUR UN GÉNIE CONFÉRENCE À ALGER SUR L'ŒUVRE PROLIFIQUE DU MINIATURISTE MOHAMED TEMAM

Une conférence sur l'œuvre prolifique du miniaturiste Mohamed Temam (1915-1988), qui a voué sa vie à l'art et à la culture algériennes, a été organisée, lundi à Alger, donnant écho à l'exposition "Temam et ses élèves, la palette vivante", qui rend hommage à cette figure majeure de l'art de la miniature et de l'enluminure algérienne.

Accueillie au Musée national des antiquités et des arts islamiques, où se tient également l'exposition sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, cette conférence, a été organisée dans le cadre des célébrations de la Journée internationale des Musées (18 mai de chaque année).

Animée par Sid Ali Temam, neveu de Mohamed Temam, ainsi que Mokrane Zerka et Ali Kerbouche, deux de ses anciens élèves, aujourd'hui artistes confirmés, cette rencontre a donné lieu à plusieurs "propositions constructives", émises après les interventions des conférenciers, qui ont été unanimes à rappeler l'"humanisme et le génie créatif" de l'éternel formateur que fut ce grand artiste, premier commissaire algérien et directeur du Musée national des antiquités et des arts islamiques.

"Sans compter les nombreuses toiles récupérées par des particuliers en Algérie et à l'étranger, il existe au domicile où habitait ce grand maître, au dessus de cette salle même où se tient cette conférence, plus de 400 de ses toiles, entre miniatures, enluminures et peintures, qui attendent d'être à nouveau visibles", ont déclaré ses anciens élèves.

"Nous œuvrons pour que la Fondation Mohamed-Temam reprenne sa place dans le paysage culturel algérien", a fait savoir Sid Ali Temam, qui a appelé de ses vœux à la "pérennisation de la mémoire de l'ar-

tiste", qui a-t-il encore rappelé, s'est adapté à toutes les conjonctures pour servir sa Patrie dans tous les contextes historiques qu'elle a traversés. D'autres intervenants ont rappelé la nécessité d'"inclure le dessin artistique dans les programmes scolaires, car considéré comme un des meilleurs moyens pour solliciter les fonctions cognitives de l'enfant" et "éveiller son imaginaire créatif". Doter le Festival culturel international de la miniature et de l'enluminure, jusqu'alors domicilié dans la ville de Tlemcen, d'une "vocation itinérante" de manière à l'organiser "chaque année dans une des villes du pays", a également été une des propositions portée par l'artiste miniaturiste, Ilhem Nesrine Meziani.

La rencontre autour de l'œuvre de Mohamed Temam a été illustrée dans la galerie jouxtant la salle où se tenait la conférence, par l'exposition d'une quinzaine de miniatures, d'enluminures et de peintures de ce grand artiste ainsi que d'autres pièces d'une dizaine de ses élèves.

L'"héritage de Mohamed Temam demeure vivant et ses œuvres continuent d'inspirer les artistes contemporains", notamment ses élèves, qui, à travers cette exposition hommage, ont rappelé "combien son influence dépasse le simple cadre esthétique, pour raconter une filiation, une école, une certaine idée de l'art algérien où la tradition dialogue sans cesse avec la modernité".

Près de quatre décennies après sa disparition, Mohamed Temam reste cette "silhouette discrète mais essentielle dans le paysage culturel algérien, avec le charisme d'un homme qui aura su faire de la miniature un territoire de résistance poétique et de transmission lumineuse", ont encore estimé les participants à cette conférence.

R.C

## SUR LES PLANCHES LANCEMENT DES JOURNÉES DU THÉÂTRE UNIVERSITAIRE D'ORAN

Les Journées du théâtre universitaire d'Oran ont été lancées mardi au Théâtre régional Abdelkader-Alloula de la ville, dans une ambiance festive marquée par la passion des étudiants pour le quatrième art.

Cette manifestation, à laquelle prennent part des étudiants créateurs venus des différentes régions du pays, s'inscrit dans le cadre du programme de la troisième édition de l'événement "Le théâtre au sein de l'université". Elle intervient en application de la convention-cadre conclue entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Culture et des Arts, ainsi qu'à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant célébrée le 19 mai de chaque année, selon les organisateurs.

La cérémonie d'ouverture de ce rendez-vous culturel, organisée par l'Institut des arts de l'Université Oran 1 Ahmed-Ben Bella et la troupe "Théâtre El Jadid", en coordination avec le Théâtre régional d'Oran, a réuni étudiants, passionnés de théâtre et figures du monde artistique. Elle a été marquée par la présentation de la pièce "Cain.. Epopée de l'Homo sapiens", écrite et mise en scène par Yahia Zine-Eddine Benhamou.

Cette oeuvre artistique, produite par la troupe "Théâtre El Jadid" de l'Institut des arts d'Oran et composée de cinq tableaux, constitue "une tentative de retracer l'histoire du mal dans le monde à travers le théâtre gestuel, tout en mettant en lumière les massacres perpétrés contre le peuple palestinien", a indiqué le metteur en scène. Cette pièce a remporté le prix du jury et de la meilleure musique lors de la 56e édition du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem.

Le programme des Journées du théâtre universitaire d'Oran, qui se poursuivront jusqu'à jeudi prochain, comprend plusieurs représentations théâtrales, notamment "El Mehraz" du Théâtre régional de Sidi Bel-Abbes, ainsi que des ateliers artistiques consacrés au "théâtre pour enfants", à "l'analyse du discours" et aux "techniques de la pantomime", avec la participation de plus de 40 étudiants. Ces ateliers seront animés par plusieurs artistes, dont Racha Boukaâber, Wassim Mokhtari et Taki-Eddine Belkacem.

Dans le cadre de cette manifestation, une master class sur la dramaturgie sera également organisée, encadrée par l'enseignante Tamer Anoual, ainsi qu'une autre sur la scénographie, dirigée par Zitouni Boumediene.

R.C

## CONFLIT EN UKRAÏNE

# “ZELENSKY EST AUJOURD’HUI L’UN DES PRINCIPAUX OBSTACLES À LA PAIX”

## (1<sup>re</sup> PARTIE)

**L'ancienne attachée de presse du président ukrainien dénonce. L'interview fracassante d'Iuliia Mendel accordée à Tucker Carlson : “La seule façon de soutenir l'Ukraine aujourd'hui est de faire pression pour parvenir à un accord de paix, car le pays est en train d'être détruit”.**

Par Thomas Fazi  
Mondialisation.ca,  
17 mai 2026

L'interview de Tucker Carlson avec l'ancienne attachée de presse de Zelensky, Iuliia Mendel, a fait grand bruit sur les réseaux sociaux. Et à juste titre : il s'agit d'un témoignage essentiel, émanant d'une personne autrefois très proche de Zelensky, qui confirme une grande partie de ce que les détracteurs du conflit, comme moi, affirment depuis des années — concernant :

les occasions manquées de paix et la manière dont celles-ci ont été sabotées par l'intervention occidentale la nature totalitaire et hyper-répressive du régime Zelensky et son engagement en faveur d'une guerre permanente, même au prix de l'extinction de l'Ukraine la corruption stupéfiante qui entoure l'aide occidentale au pays, et bien plus encore.

Bon nombre de mes lecteurs ont sans doute déjà visionné cette interview. Mais pour ceux qui sont trop paresseux pour le faire — ou qui, comme moi, ne peuvent assimiler l'information que sous forme écrite —, j'ai décidé de résumer les points principaux de l'interview. Voici donc mon résumé.

### Qui est Iuliia Mendel ?

Mme Mendel est née en 1986 dans la ville ukrainienne de Henichesk, dans l'oblast de Kherson, alors encore en Union soviétique. Comme elle l'explique dans son livre de 2022 “Chacun de nous est président”, sa formation intellectuelle a été fortement influencée par les idées et la culture occidentales, “grâce à des dizaines de cours et de programmes suivis en Europe et aux États-Unis”. Elle a ensuite travaillé en tant que journaliste indépendante en Ukraine pendant plusieurs années, écrivant également pour plusieurs médias occidentaux, notamment le New York Times, Politico Europe, l'Atlantic Council, Vice, Spiegel Online et Forbes.

En mai 2019, peu avant de devenir l'attachée de presse de Zelensky, elle a coécrit un article majeur dans le New York Times sur le scandale Hunter Biden-Burisma.

Pour ceux qui ne connaissent pas l'histoire, alors que Joe Biden était vice-président sous l'administration Obama et menait les initiatives américaines “anti-corruption” en Ukraine, son fils Hunter siégeait au conseil d'administration de Burisma Holdings — une société énergétique ukrainienne détenue par l'oligarque Mykola Zlochevsky, qui faisait lui-même l'objet de multiples enquêtes pénales pour évasion fiscale, blanchiment d'argent et abus de pouvoir. Hunter touchait jusqu'à 50 000 dollars par mois alors qu'il n'avait au-

cune expérience de l'Ukraine et venait d'être renvoyé du corps des réservistes de la Marine après avoir été contrôlé positif à la cocaïne. En décembre 2015, Biden a publiquement menacé de suspendre 1 milliard de dollars de garanties de prêts américains à moins que l'Ukraine ne limoge le procureur général Viktor Shokin, qui menait des enquêtes sur Burisma et Zlochevsky. Shokin a ensuite été démis de ses fonctions. Cet article a poussé l'administration Biden à mettre fin aux interviews avec le Times.

Quoi qu'il en soit, en juin 2019, juste après l'élection de Zelensky, Mme Mendel a commencé à travailler comme attachée de presse de ce dernier. Comme elle l'explique dans l'interview, elle a été recrutée à l'issue d'un processus de candidature ouvert parmi 4 000 candidats, a travaillé directement avec Zelensky pendant deux ans et se décrit comme lui ayant été sincèrement loyale au départ.

Elle a travaillé avec lui jusqu'en juillet 2021. Elle l'a soutenu lorsque la Russie a lancé son invasion en 2022 et lui a été reconnaissante pour être resté dans le pays. Mais depuis, son opinion sur le président ukrainien a radicalement changé. Elle souligne qu'elle ne nourrit aucune vendetta personnelle, mais estime que Zelensky est “aujourd'hui l'un des plus grands obstacles à la paix”.

### La personnalité et le style de leadership de Zelensky

Elle décrit un homme totalement différent de l'image publique qu'il renvoie. Il est “émotionnellement incontrôlable”, souvent hystérique, traite les gens comme des pions jetables et manque cruellement d'empathie. Son extraordinaire talent d'acteur lui a valu un immense soutien occidental en 2022, mais elle insiste sur la “vacuité de son rôle”. Deux phrases qu'il aurait répétées sans cesse révèlent sa vision du monde :

“L'Ukraine n'est pas prête pour la démocratie” et “la dictature, c'est l'ordre”.

La communication était chaotique. Zelensky et son chef de cabinet de l'époque, Andriy Yermak — limogé par Zelensky en 2025 à la suite d'une enquête pour corruption — se contredisaient constamment, changeaient de stratégie et d'humeur de manière imprévisible, et créaient une atmosphère d'activité frénétique permanente et stérile. Elle les décrit tous deux comme des “narcissiques malveillants et paranoïaques”, Yermak étant le plus paranoïaque des deux. Zelensky avait les visions. Yermak trouvait les solutions pour les mettre en œuvre — mais presque jamais par le biais d'une politique légitime.

Lorsque les sondages ont commencé à chuter et que son équipe a fait valoir l'absence de résultats positifs à communiquer, Zelensky a rejeté cette prémisse en bloc :

“Peu importe la situation. Il nous faut 1 000 porte-parole, et si 1 000 porte-parole disent des choses positives, alors des choses positives se produisent”.

Lorsqu'un collègue a répliqué en citant un exemple précis de promesses non tenues envers les familles déplacées du Donbass, il aurait frappé du poing sur la table et déclaré :

“J'ai besoin d'une propagande à la Goebbels. J'ai besoin de milliers de porte-parole pour cette propa-



gande à la Goebbels”.

### Le parcours d'avant-guerre de Zelensky et ses relations avec la Russie

Elle décrit le parcours de Zelensky comme étroitement lié à la Russie. Il a bâti sa carrière et sa première fortune importante en se produisant devant des publics et dans les médias russes. Lorsque la Russie a annexé la Crimée et que la guerre a éclaté dans le Donbass en 2014, il se trouvait en Russie pour terminer un film — un fait qu'il a reconnu publiquement par la suite. Plus accablant encore, elle affirme qu'il possédait des propriétés en Crimée et qu'il y passait ses vacances en mai 2014, profitant pleinement de moments avec des amis de sa société de production 95th Quartile, apparemment indifférent à l'annexion. Elle cite comme source une personne qui travaillait pour lui à l'époque et l'aidait à rénover la propriété. Il s'est présenté à la présidence en 2019 en s'affichant explicitement comme candidat de la paix, promettant de “se prosterner devant Poutine” pour mettre fin à la guerre, défendant le droit des Ukrainiens à parler russe et prônant l'amitié avec la Russie. Selon elle, c'est pour cette raison que les gens ont voté pour lui : personne ne voulait d'une guerre.

### La question de l'OTAN

Elle était présente lors d'une réunion à Paris en décembre 2019 lors de laquelle Zelensky s'est entretenu en privé avec Poutine et, selon elle, a personnellement promis à Poutine que l'Ukraine n'adhérerait jamais à l'OTAN, au motif que l'Ukraine n'était pas prête sur le plan économique ou institutionnel et que le consensus national faisait défaut. Elle souligne qu'il ne s'agissait pas d'une position politique ou personnelle propre à un dirigeant occidental — c'était simplement la réalité.

Le tournant s'est produit plus tard

lorsque Zelensky, voyant sa cote de popularité chuter, a accordé une interview télévisée au cours de laquelle il a spontanément demandé pourquoi l'Ukraine serait exclue de l'OTAN. Le public nationaliste a applaudi et il a suivi le mouvement. Depuis, il n'a cessé d'intensifier sa rhétorique, présentant l'adhésion à l'OTAN comme une condition non négociable pour la paix, tout en sachant — insiste-t-elle — qu'elle était impossible. Elle qualifie son “plan de victoire” d'octobre 2024, qui faisait de l'adhésion à l'OTAN la revendication centrale, de “risible” et de stratégie délibérée : en posant des conditions qu'il sait impossibles à remplir, il justifie en permanence la poursuite de la guerre et le maintien de son image de héros. Il a même proposé de démissionner en cas d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

“sachant que l'Ukraine ne sera jamais acceptée dans cette organisation. Il est par conséquent très facile de promettre l'impossible”.

### Négociations de paix et occasions manquées

Mendel identifie au moins deux moments concrets où la guerre aurait pu prendre fin :

Istanbul, avril 2022 : elle s'est entretenue avec des représentants de l'Ukraine présents lors de ces négociations et a appris que les deux parties étaient parvenues à un accord sur pratiquement tous les points. Zelensky lui-même avait accepté en privé des concessions territoriales — ce qu'il présente aujourd'hui publiquement comme impensable. Puis Boris Johnson est arrivé. Il a promis à Zelensky des armes, de l'influence, la gloire et une place dans l'histoire en tant qu'homme ayant vaincu la Russie. Zelensky a choisi la guerre. Elle souligne que quelques jours seulement avant la visite de Johnson, Zelensky avait déclaré devant caméra qu'il poursuivrait les négociations.

T.F (à suivre...)

# Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

## L'INOUBLIABLE AZZEDINE MEDDOUR

Décédé le 16 mai 2000. L'émérite Azzeddine Meddour est né en 1947 à Sidi-Aïch et originaire de Timezrit, wilaya de Béjaïa. Après des études de lettres françaises à l'université d'Alger, Azzeddine Meddour entreprend des études de cinéma à l'école de cinéma de Moscou (VGIK) pendant sept ans.

Dès son retour en Algérie, en 1978, il rejoint la RTA, la télévision algérienne, où il réalise de nombreux courts métrages et documentaires, notamment la série sur les luttes de libération dans le monde: Le Colonialisme sans empire (1978). Puis Azzeddine Meddour tourne pour l'E.N.P.A. (Entreprise Nationale de Production Audiovisuelle). Sa dernière oeuvre est l'épisode Douleur muette, qu'il a réalisée pour le documentaire collectif L'Autre Algérie: regards intérieurs (1998). Sa filmographie comporte Les Nouvelles Croisades (1980). Combien je vous aime (1985). La légende de Tiklat (1991). Djurdjura (1992). Le chacal doré (1993). La Montagne de Baya (1997). L'autre Algérie est une série de cinq documentaires. Par ailleurs, voici la liste des oeuvres du défunt qui ont reçu des récompenses internationales:

1980 : Les nouvelles croisades (série de 8 heures en 7 parties), 1er prix au Festival du Caire, 1er prix à



Ouagadougou

.1982 : La fillette et le Papillon  
.1983 : Entre nous (fiction), prix spécial du jury à Prague, mention au Festival de Monte-Carlo.

.1985 : Combien je vous aime, 1er prix du Festival américain du film à New York, section «Perspective »

.1986 : Polissario, année 15  
.1988 : Un survivant raconte  
.1990 : Des faits et des faits : AH-DATH wa AHDATH

.1991 : La Légende de Tiklat  
.1992 : Djurdjura  
.1993 : Le chacal doré, prix du

jeune public à Palaiseau, grand prix du CERIST

.1997 : La Montagne de Baya (Adrar N'Baya), long métrage en kabyle.

.1998 : Douleur muette, prix Adolf Grimme, Festival des films du monde de Montréal

.1998 : Prix du public Festival de Venise 1997 (clôture de la sélection Mezzogiorno).

Mounia sur les traces de son père...

Erina, est une charmante moscovite que Azzeddine Meddour épousa

en 1977. Elle lui donna deux filles qui aimaient et d'ailleurs aiment se rendre à la ville de Sidi-Aïch, wilaya de Béjaïa, ont suivi des études en France. L'une d'elles a juré de continuer l'oeuvre de son défunt père.

Ainsi, il est le père de la réalisatrice Mounia Meddour qui, pour rappel, a fait parler de son oeuvre "Papicha" doublement primé lors de la 45e cérémonie des Césars en France. Mounia Meddour ne pourra renier sa filiation, elle est la fille de Azzeddine Meddour, désormais disparu, et qui a signé en 1997 l'un des plus beaux films du cinéma algérien La Montagne de Baya, tourné kabyle. Félicitée et honorée au festival de Cannes pour son film "Papicha" qui relate le drame des années 90. A ce propos Mounia dira en hommage à son père, que: " Mon film est dédié à mon défunt père, Azzeddine Meddour, qui m'a toujours poussée à travailler dur, à être endurante. Je me suis lancée dans la production de son dernier long-métrage, La Montagne de Baya à 19 ans, en 2000, en créant ma société Yasso Prod, afin d'assurer la vie de son ultime oeuvre juste après sa disparition."

Publié par A.HAMMOUCHE sur Facebook dans Le Journal des artistes, le 15 mai 2026

## CHEIKH HSISSSEN, MAÎTRE DU CHAÂBI

De Draâ El Mizan à la casbah d'Alger. En un laps de temps, il s'imposa dans la sphère musicale du chaâbi et il a vite arraché une place de choix parmi les meilleurs ténors.

Cheikh Hsissen fait partie des maîtres de la chanson populaire algéroise, chaâbie, et qui ont presque tous, comme point commun la casbah d'Alger, qui est, faut-il le rappeler, un véritable vivier de ce genre musical exigeant et authentique. Bien que moins connu qu'El Anka, El Ankis, Ez-zahi, Guerouabi, par les nouvelles générations de mélomanes et des mordus du chaâbi, Cheikh Hsissen est, pourtant, un ténor. Incontestablement. Tout comme le Cardinal Cheikh El Hadj Mhamed El Anka et aussi Boudjemaâ El Ankis, Cheikh Hsissen a chanté aussi bien en langue arabe qu'en langue amazighe (kabyle). Cheikh Hsissen était à la fois auteur et compositeur, également. À l'instar d'une partie des chanteurs du genre chaâbi de l'ancienne époque, il a opté pour un nom d'artiste car à l'époque, comme tout le monde le sait, chanter était encore tabou et loin d'être une chose facilement admise dans la société. L'artiste ne devait donc pas engager toute sa famille dans son choix sur la voix de la chanson. Ce qui fit Cheikh Hsissen dont le véritable nom est: Ahcène Larbi. Originaire de la commune de Aïn Zaoui, près de Draâ El Mizan, à une cinquantaine de kilomètres au sud de la ville de Tizi Ouzou, Cheikh Hsissen, fait partie de la catégorie d'artistes ayant vu le jour et ayant vécu dans la casbah d'Alger. C'est dans ce quartier populaire algérois, ayant vu naître et grandir El Anka, El Ankis, Mrizek, Rouiched et tant d'autres hommes de culture que naquit Cheikh Hsissen un certain 8 décembre 1929.

Hsissen y a vécu une enfance très difficile, à cause de la pauvreté et de l'injustice du colonialisme français.

Les conditions de vie difficiles qu'il a eu à affronter dans son enfance ont, toutefois, forgé en lui une forte personnalité. Il a, d'ailleurs, été contraint d'abandonner ses études car sa famille



n'ayant pas les moyens de le scolariser ni de subvenir à ses besoins. Il fallait qu'il travaille alors qu'il était encore mineur. Mais il parvint malgré tout à atteindre le CEP (Certificat d'études primaires), ce qui n'était pas rien à l'époque. Il était donc adolescent et il travaillait comme un adulte durant toute la journée. C'est pendant cette période que son talent d'artiste s'éveilla. Il commença alors à titiller quelques instruments de musique dont l'inévitable mandoline quand il s'agit de chaâbi. Il en devint virtuose très rapidement tant il était doué et passionné de musique.

Quand le maître Cheikh Missoum le vit pour la première fois jouer magistralement de l'instrument mandole, il a été tout simplement émerveillé. Cheikh Hsissen, qui n'avait que 15 ans, capta son attention. Cheikh Hsissen fut donc admis, naturellement, dans la troupe de Cheikh Missoum.

Une immense aubaine, car il pouvait aiguiser énormément ses capacités artistiques en compagnie de la crème des artistes de ce style, à

l'époque. Cheikh Hsissen apprit donc vite et bien les rudiments de la musique chaâbie. En plus de ses capacités à manier à la perfection le mandole, Cheikh Hsissen était également doté de la voix qu'il fallait, mais aussi d'une très bonne mémoire indispensable dans la chanson chaâbie, faut-il le rappeler. Le cap est vite franchi par Cheikh Hsissen qui passa du stade de musicien dans la troupe de Cheikh Missoum à celui d'interprète de talent ayant écumé les fêtes de la Casbah durant plusieurs années. En un laps de temps, il s'imposa dans la sphère musicale du chaâbi et a vite arraché une place de choix parmi les meilleurs ténors de l'époque. En plus d'être un interprète hors-pair, Cheikh Hsissen composait et écrivait des chansons aussi bien en kabyle qu'en arabe. Il est l'auteur des célèbres titres en langue amazighe «Attir el qefs» et «Refdegh tavalizt», reprises plus tard par de nombreux chanteurs de la nouvelle génération. En arabe aussi, il a composé, entre autres, «Ettir ghabli», «Nhar el djemaâ», des chefs-d'oeuvre immortels. Cheikh Hsissen a aussi animé plusieurs spectacles en France dans les années 50.

Son succès auprès des émigrés fut immense. Il fit partie de la troupe du Front de Libération nationale (FLN) dès 1958.

Malheureusement, Cheikh Hsissen ne tarda pas à être happé par une méchante maladie durant la même année au même moment où il faisait des tournées pour sensibiliser sur la Révolution nationale. C'est durant la même année qu'il quitta ce monde. Il a été enterré à Tunis après sa mort à l'âge de 29 ans. C'était en septembre 1959. Sa dépouille a été rapatriée le 29 septembre 2012 pour être inhumée au cimetière d'El Kettar, à Alger. Aujourd'hui, on ne peut pas parler de la chanson chaâbie sans citer le nom de Cheikh Hsissen, qui l'a marquée avec des lettres d'or.

Aomar MOHELLEBI

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, 16 mai 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:58	12:44	16:31	19:43	21:19

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

# LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION EN 5<sup>ÈME</sup> RÉGION MILITAIRE

**Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé mardi une visite de travail et d'inspection en 5<sup>e</sup> Région militaire (RM), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).**

"Dans le cadre de visites sur le terrain visant à suivre l'exécution du programme de préparation au combat 2025/2026, à travers l'ensemble des Régions militaires, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a entamé ce mardi 19 mai 2026, une visite de travail et d'inspection en 5<sup>ème</sup> Région militaire", précise la même source.

La visite a débuté depuis le siège du commandement de la Région, à Constantine, où "après la cérémonie d'accueil, donnée par le Général-major Noureddine Hambli, Commandant de la 5<sup>ème</sup> RM, Monsieur le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du chahid et héros Zighoud Youcef, dont le siège du Commandement de la Région porte le nom. A cette occasion, il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle des valeureux chouhada", note le communiqué.

S'en est suivie une rencontre d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région, où le Général d'Armée a prononcé une allocution, qui a été suivie par visioconférence par l'ensemble des personnels de la 5<sup>ème</sup> RM, et dans laquelle il a souligné "la détermination de l'ANP à poursuivre le processus de consolidation de ses capacités militaires et d'élévation de sa disponibilité opérationnelle, de manière à remplir pleinement ses missions constitutionnelles".

"Au sein de l'Armée nationale populaire, nous sommes déterminés à poursuivre, sous la conduite de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées,



ministre de la Défense nationale, le développement de nos capacités militaires et à élever notre disponibilité opérationnelle, afin d'accomplir nos missions constitutionnelles de la manière la plus efficace possible, de maîtriser les outils de notre sécurité et de défendre notre souveraineté et nos intérêts supérieurs", a affirmé le Général d'Armée.

"Il ne saurait être question d'atteindre cet objectif que par la poursuite rigoureuse des programmes de préparation au combat, de manière à bâtir un système de défense qui repose sur la préparation qualitative, la disponibilité opérationnelle élevée et la résilience globale".

Il a ajouté que "la voie la plus sûre pour atteindre cette préparation commence à partir du terrain d'entraînement, en s'y engageant avec la conviction bien ancrée que chaque pas, franchi avec

professionnalisme, et chaque plan, mis en œuvre avec exactitude, contribueront certainement à la construction de la capacité de dissuasion et de riposte".

Et de poursuivre : "En effet, la véritable supériorité militaire ne se mesure pas seulement à la qualité des armes, mais réside dans la capacité à résister, à disposer d'alternatives tactiques et à acquérir une disponibilité opérationnelle élevée".

A cette occasion, le Général d'Armée "a salué les efforts déployés par les cadres et les personnels de la Région dans la lutte contre le terrorisme résiduel et le crime organisé, en les exhortant à redoubler d'efforts jusqu'à l'éradication des derniers résidus terroristes de notre terre sacrée".

"Au chapitre de la poursuite de nos efforts opérationnels dans cette zone frontalière sensible, vous êtes appelés à

fournir encore plus d'efforts dans la lutte contre les groupuscules terroristes résiduels, ainsi que le crime et ses ramifications, afin de contrecarrer toute tentative d'infiltration ou de transit d'armes, de munitions et de drogues, en tout genre", a-t-il soutenu.

"Il est de notre devoir à tous de faire preuve d'un engagement renforcé afin d'éradiquer les derniers éléments terroristes de notre terre sacrée et démanteler leurs réseaux de soutien. Nous serons ainsi en mesure de nous consacrer entièrement aux missions de préparation de nos Forces, de manière à donner pleine résonance à nos engagements républicains et de manière à relever les défis du contexte régional et international actuel", a souligné le Général d'Armée.

"A cet égard, je tiens à adresser à tous les cadres et personnels des unités engagées dans la lutte contre le terrorisme et la subversion, mes plus sincères félicitations pour les résultats significatifs obtenus dans ce domaine, qui ont permis d'éliminer de nombreux terroristes et criminels, traîtres à la nation, et de déjouer leurs desseins macabres, visant à compromettre la sécurité du pays et des citoyens", a-t-il déclaré.

Au terme de cette rencontre, le Général d'Armée Saïd Chanegriha "a suivi avec attention les interventions des cadres et des personnels de la 5<sup>ème</sup> Région militaire, qui ont exprimé leur forte détermination à poursuivre le processus de renforcement de la disponibilité du corps de bataille, à travers la préparation rigoureuse des unités déployées sur le territoire de compétence et la protection du territoire national contre tous les fléaux et les éventuelles menaces".

RA

## EDUCATION NATIONALE

# PLUS DE 877.000 CANDIDATS ENTAMENT MARDI LES ÉPREUVES DU BEM

**Plus de 877.000 candidats à travers le territoire national ont entamé hier, mardi, les épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2026, répartis sur plus de 3.000 centres d'examen.**

Le coup d'envoi de cet examen a été donné par le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohamed Seghir Sadaoui, depuis la wilaya de Djelfa.

Les épreuves finales du cycle moyen, qui se dérouleront du 19 au 21 mai courant, concernent un total de 877.035 candidats, répartis sur 3.167 centres d'examen, encadrés par 214.003 personnels mobilisés.

En prévision de cette échéance, le ministère de l'Éducation nationale avait assuré avoir pris toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de l'examen du BEM de la session mai 2026, et ce, dès le début de l'année scolaire, notamment à travers la révision des données des candidats et le retrait des convocations via la plateforme numérique, permettant, ainsi, aux candidats de

consulter, préalablement, leurs centres d'examen.

Pour cette session, le ministère mise sur le renforcement des mesures organisationnelles et sécuritaires, à travers l'élargissement de l'utilisation du numérique dans les différentes étapes d'organisation des examens, depuis l'inscription jusqu'à l'annonce des résultats, tout en adoptant un protocole sécuritaire rigoureux, en coordination avec les instances et institutions compétentes.

Dans ce contexte, M. Sadaoui avait souligné la nécessité d'une coordination permanente entre les directions de l'Éducation nationale et l'Office national des examens et concours (ONEC), ainsi que du renforcement des mesures d'inspection et l'interdiction strict d'introduction des téléphones portables dans les centres d'examen, consi-

dérant ces actes parmi les atteintes les plus graves à la crédibilité des examens nationaux.

Il avait également appelé à l'activation des partenariats avec les différents secteurs concernés, notamment ceux de l'Intérieur, des Collectivités locales, des Transports, de la Santé, de la Poste et des Télécommunications, ainsi que des Affaires religieuses et des Wakfs, afin d'assurer les meilleures conditions aux candidats pour passer leurs examens dans la sérénité.

Concernant les sujets d'examen, il a été confirmé qu'ils porteront sur les cours dispensés en présentiel, comme ce fut le cas lors des sessions précédentes.

RA

## LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

# L'ANIE ANNONCE LE BILAN DU DÉPÔT DES DOSSIERS DE DÉCLARATION COLLECTIVE DE CANDIDATURE

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a dévoilé, mardi dans un communiqué, le bilan du dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature, en prévision des élections législatives prévues le 2 juillet prochain, après expiration des délais légaux.

Concernant le retrait des dossiers de déclaration collective de candidature au niveau des circonscriptions électorales à l'intérieur du pays, "le nombre total de dossiers retirés a atteint 1.484 dossiers à travers 69 wilayas, dont 1.208 dossiers de listes parrainées par 36 partis politiques,

un (1) dossier d'une liste parrainée par plus d'un parti politique (alliance) et 275 dossiers de listes indépendantes".

L'ANIE a également indiqué que "le nombre total de formulaires de signatures individuelles retirés s'élève à 1.897.248 formulaires".

S'agissant de la circonscription électorale à l'étranger, le nombre total de dossiers de déclaration collective de candidature retirés est de "91 dossiers à travers 8 zones géographiques, dont 80 dossiers parrainés par 22 partis politiques, deux (2) dossiers de listes parrainées par

plus d'un parti politique (alliance) et 9 dossiers de listes indépendantes", tandis que le nombre total de formulaires de signatures individuelles retirés s'élève à "2.102 formulaires".

Concernant le dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature, le nombre total de dossiers déposés au niveau des circonscriptions électorales à l'intérieur du pays a atteint "786 dossiers, dont 647 dossiers parrainés par 32 partis politiques, un (1) dossier parrainé par plus d'un parti politique (alliance) et 138 dossiers de listes indépendantes", sachant

que le nombre total des candidats à l'intérieur du pays s'élève à "10.144 candidats".

Pour ce qui est des circonscriptions électorales à l'étranger, le nombre total de dossiers déposés est de "66 dossiers, dont 59 dossiers parrainés par 15 partis politiques, un (1) dossier parrainé par plus d'un parti politique (alliance) et 6 dossiers de listes indépendantes", alors que le nombre total des candidats à l'étranger s'élève à "528 candidats", selon le même bilan.

RA